

Terrorisme

SEPT MILLIONS DE DOLLARS POUR LA CAPTURE DE YOUSSEF AL ANNABI

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7009 - SAMEDI 6 JUIN 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Réouverture des frontières

90% des billets d'Air Algérie vendus

Page 2

TEBBOUNE AU MAGAZINE «LE POINT» :

«MA MISSION EST DE REMETTRE SUR PIED LE PAYS»



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a assuré dans un entretien accordé au magazine français «Le Point», que les élections législatives du 12 juin constitueront une grande avancée vers la reconstruction des institutions de l'Etat, affirmant ne jamais céder au «diktat d'une minorité» qui refuse l'élection et menace la stabilité de l'Algérie.

Page 2

SAHEL ET AU NORD-MALI

Menaces terroristes et interventionnisme algérien

Page 4

DÉVELOPPEMENT À TIZI OUZOU

Des projets ambitieux mais des moyens très limités

Page 5

ALGÉRIE 4 - MAURITANIE 1

Revue d'effectif fructueuse pour les Verts



Page 13

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

PORTABILITÉ DES NUMÉROS

Les modalités fixées et publiées dans le Journal officiel

LE DÉCRET exécutif n° 21-199 fixant les modalités de la mise en œuvre de la portabilité des numéros de téléphonie mobile a été publié dans le Journal officiel n°38 du 11 mai 2021. En effet, ce décret permettra à l'abonné de changer d'opérateur de téléphonie en gardant son numéro. «Les opérateurs de téléphonie mobile sont tenus de mettre à la disposition de leurs abonnés, en permanence et par tout moyen approprié, le relevé d'identité opérateur (RIO) et les informations nécessaires à l'exercice de leur droit à la portabilité du numéro. Les caractéristiques techniques du RIO, les modalités de sa mise à disposition des abonnés ainsi que les informations nécessaires à l'exercice de leur droit à la portabilité du numéro sont fixées par l'Autorité de régulation», est-il précisé dans l'article 4 du même texte de loi. L'article 5 souligne que «ne peuvent faire l'objet de portabilité que les numéros : dûment identifiés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, utilisés par l'abonné depuis une période au moins égale à trois (3) mois pour les services prépayés ou une période au moins égale à la durée minimale d'engagement pour les services post-payés». Les opérateurs de téléphonie mobile sont appelés à mettre en place la portabilité des numéros et la garantir de façon permanente à l'ensemble de leurs abonnés prépayés et post-payés «dans des conditions transparentes, objectives et non discriminatoires». Toujours selon le même décret, un autre article souligne que «la demande de portabilité du numéro est établie selon un formulaire, dont le modèle est fixé par l'Autorité de régulation, mis à la disposition de l'abonné par l'opérateur receveur». Dans le décret publié dans le Journal officiel, il est aussi mentionné que «l'Autorité de régulation veille à ce que les informations nécessaires à l'exercice du droit à la portabilité des numéros soient accessibles aux abonnés, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur».

En outre, il est souligné qu'il est désormais possible de demander une portabilité sur un ou plusieurs numéros objet du même contrat d'abonnement. Le décret ministériel indique aussi que «les opérateurs de téléphonie mobile sont tenus de mettre en place un système automatisé de transmission des demandes».

Lynda Louifi

HYDROCARBURES

La Sonatrach classée première compagnie africaine en 2021

LE GROUPE Sonatrach a été choisi comme première compagnie africaine pour l'année 2021, selon le classement annuel des meilleures 500 entreprises africaines réalisé par le magazine Jeune Afrique, demeurant ainsi leader des entreprises activant en Afrique. «Ce couronnement qui n'est pas le premier du genre a été réalisé en dépit de la pandémie Covid-19 ayant impacté l'économie internationale en 2020», a indiqué la Sonatrach sur sa page Facebook.

Et d'ajouter que le groupe a su préserver ses activités en cours tout en développant d'autres d'où la réalisation d'un chiffre d'affaires important et des bénéfices dans une conjoncture difficile marquée par le recul de toutes les compagnies leader en Afrique, conclut la société nationale.

M. B.

RÉOUVERTURE DES FRONTIÈRES

90% des billets d'avion vendus

Air Algérie a vendu 90% des billets d'avion à destination de l'Algérie. C'est ce qu'a affirmé le porte-parole de la compagnie, qui a indiqué qu'une expansion de cette réouverture à destination d'autres pays n'est pas à écarter.



C'est le rush ! Depuis l'annonce, par les autorités algériennes, de l'ouverture partielle des frontières, fermées depuis plus d'une année, les ressortissants algériens, bien que contrariés par les mesures «drastiques» accompagnant leur retour, veulent tous réserver une place. 90% des billets d'avion à destination de l'Algérie ont ainsi été vendus, selon les affirmations du responsable de la communication de la compagnie Air Algérie, Amine Andalousi.

«Nous avons enregistré une large demande sur les billets d'avion à destination de l'Algérie et 90% d'entre eux ont été vendus», a-t-il déclaré à la Chaîne 1 de la radio nationale. Or, vu le nombre de vols très limité, les Algériens de l'étranger ne pourront pas tous prendre l'avion, d'autant qu'il n'y aura pas de place pour tout le monde. En effet, l'Algérie, qui a décidé d'une ouverture partielle des frontières depuis le 1er juin passé, n'a prévu que six vols hebdomadaires de et vers la France, la Turquie, la Tunisie et l'Espagne. Plusieurs collectifs d'Algériens de l'étranger se plaignent du nombre de vols «très limité». Selon eux, il est difficile d'envisager un retour, en plus des conditions de retour qualifiées de draconiennes, principalement concernant le confinement obligatoire de cinq jours. Si le coût de l'hébergement dans un hôtel et les tests de dépistage ont été revus à la baisse (le montant du pack confinement est réduit à 33 000 DA), on continue à déplorer le nombre de vols disponibles vers l'Algérie. Ainsi, un collectif d'Algériens de l'étranger a réitéré «son rejet de l'ouverture de seulement cinq dessertes» et a demandé «à pouvoir acheter des billets d'avion auprès d'autres compagnies étrangères et alléger ainsi la pression sur Air Algérie». D'autres compagnies peuvent prévoir des vols, mais pour l'heure, les autorités algériennes n'ouvrent l'espace aérien qu'à la compagnie nationale.

La diaspora réclame également l'élaboration, de la part d'Air Algérie, d'un programme de vols clair et détaillé jusqu'à la fin de l'année, et ce dans le perspective d'envisager un éventuel retour mais aussi la réouverture des frontières maritimes. Par ailleurs, l'expansion de cette réouverture à destination d'autres pays n'est pas à écarter, selon les précisions du porte-parole d'Air Algérie. Cela reste cependant tributaire de la réussite de cette première opération, notamment dans son volet sanitaire. «Si cette première opération est réussie et si le protocole sanitaire est respecté, on peut envisager une ouverture progressive vers d'autres pays», a-t-il affirmé, soulignant l'importance du respect du protocole sanitaire. Après l'Aéroport international d'Alger, le trafic aérien a repris, hier à l'aéroport Mohamed-Boudiaf de Constantine, avec un premier vol en provenance de Tunis.

Lilia Aït Akli

Reprise des visas pour la France à partir du 17 juin

LES CONSULATS généraux de France en Algérie reprendront «progressivement» à compter du 17 juin prochain le traitement des demandes de visa soumises par des personnes se rendant en France pour motif professionnel et justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation délivré par la France. C'est ce qu'a indiqué ce jeudi un communiqué de l'ambassade de France en Algérie. «Afin d'anticiper une levée de ces restrictions d'entrée sur le territoire français, dont la date n'est pas encore connue à ce jour, les consulats généraux de France en Algérie reprendront progressivement à compter du 17 juin 2021 l'instruction des demandes de visa présentées par des personnes se rendant en France pour motif professionnel et justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation (visa de court séjour à entrées multiples) délivré par la France, d'une validité d'au moins un an et arrivé à expiration après le 1er novembre 2019», a précisé le communiqué.

Après la réouverture partielle des frontières de l'Algérie à partir du mardi 1er juin, les autorités françaises se préparent aussi à un retour progressif à la normale pour la mobilité des personnes entre les deux pays. Cette reprise de délivrance des visas concerne dans un premier temps des «personnes se rendant en France pour motif professionnel» et «justifiant avoir obtenu par le passé un visa de circulation (visa de court séjour à entrées multiples) délivré par la France, d'une validité d'au moins un an et arrivé à expiration après le 1er novembre 2019». Le Consulat précise que les «conjoints de Français, ainsi que ceux de ressortissants de l'Union européenne, pourront également déposer leur dossier». Pour cela, indique la même source, les demandes «seront reçues sur rendez-vous qu'il sera possible de prendre en ligne à compter du 9 juin 2021 selon le processus habituel».

Le Consulat précise aussi que le «contrôle des conditions de dépôt des demandes sera effectué à l'entrée du centre. Les personnes qui ne seraient pas en mesure de justifier qu'elles remplissent ces conditions ne seront pas admises».

Le communiqué souligne que «le voyageur de plus de onze (11) ans, quelle que soit sa nationalité, doit présenter à la compagnie de transport et aux autorités de contrôle à la frontière, le résultat d'un examen biologique de dépistage virologique (RT-PCR COVID) datant de moins de 72 heures avant le départ (départ du premier vol en cas de voyage avec correspondance) et ne concluant pas à une contamination par la covid-19, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne présente pas de symptôme d'infection à la Covid-19 et qu'il n'a pas connaissance d'avoir été en contact avec un cas confirmé de covid-19 dans les quatorze jours précédant le voyage».

Dans sa déclaration d'honneur, le voyageur de plus de onze ans doit attester aussi, selon la même source, qu'»il accepte qu'un test ou un examen biologique de dépistage virologique de détection du SARS-CoV-2 puisse être réalisé à son arrivée sur le territoire français, qu'il s'engage à respecter un isolement volontaire de sept jours après son arrivée en France métropolitaine et à réaliser au terme de cette période, un examen biologique de dépistage virologique (PCR)».

Enfin, la délivrance d'un visa C «n'autorise pas nécessairement le franchissement de la frontière», indique le Consulat.

Pour voyager en France avec un visa C, il faudra attendre la levée des «restrictions exceptionnelles mises en œuvre depuis le 31 janvier 2021 en raison de la pandémie de la covid-19».

S. Ould Brahim

TEBBOUNE AU MAGAZINE LE POINT :

«MA MISSION EST DE REMETTRE SUR PIED LE PAYS»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a assuré dans un entretien accordé au magazine français Le Point *que les élections législatives du 12 juin constitueront une grande avancée vers la reconstruction des institutions de l'Etat, affirmant ne jamais céder au «diktat d'une minorité» qui refuse l'élection et menace la stabilité de l'Algérie.*



Le chef de l'Etat, qui s'est exprimé sur divers sujets d'actualités nationale et internationale, notamment les marches du mouvement de protestation populaire interdites depuis maintenant trois semaines, a signalé que «ce qui reste du Hirak», qui a dévié de sa trajectoire et s'oppose actuellement au progrès et au développement du pays, ne représente qu'une minorité, car «le Hirak authentique et béni a choisi la voie de la raison en allant à l'élection présidentielle» du 12 décembre 2019.

S'agissant de la vague d'arrestations des partisans du Hirak accentuée au cours du mois de mai dernier, M. Tebboune a souligné qu'il était le premier à tendre la main aux gens du Hirak et à les recevoir, lorsque les marches, après la présidentielle, rassemblaient encore de 20 000 à 25 000 manifestants à travers le pays, signalant que les «gestes» d'apaisement, telles que la libération des détenus et l'appel au dialogue, ont été interprétés comme une faiblesse.

Pour le président Tebboune, face aux appels «clairs» à la violence lancés par le mouvement Rachad (mouvement d'opposition islamiste en exil) pour «affronter les services de sécurité et l'armée», et aux tentatives «d'agir avec des voitures piégées» planifiées par le MAK (Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie), «la patience à des limités».

Il convient de noter, que le mouvement Rachad, codirigé par Med Larbi Zitout et Mourad Dhina, et le MAK, à sa tête Ferhat Mehenni, ont été classés par le Haut Conseil de Sécurité le 18 mai, sur la liste des organisations terroristes. «Tant qu'on était au stade des idées, il n'y avait pas de problème, mais les appels à la violence, c'est autre chose», a-t-il averti, indiquant que «le manifestant et le policier qui maintient l'ordre public sont les enfants de la même République. Je n'ai pas le droit de les laisser s'affronter». M. Tebboune, qui considère que le Hirak actuel est «très hétéroclite», a souligné qu'»aujourd'hui, dans ce qui reste du Hirak, on trouve de tout, il y en a qui crient «Etat islamique !» et d'autres qui scandent «pas d'islam !», relevant que les manifestants expriment actuellement «une colère» et qu'il ne s'agit plus du «Hirak originel».

Après avoir chargé le courant démocratique qui «rejette les urnes et prône la désignation», le locataire d'El Mouradia s'est dit confiant de la réussite du rendez-vous électoral eu égard «l'engouement pour ces législatives, notamment chez les jeunes». Ceux qui s'opposent aux élections sont «une minorité qui se présente comme une majorité grâce à une médiatisation à outrance, notamment outre-mer», a affirmé le président, alertant que tous ceux qui veulent entraîner le pays vers l'aventure sont en train de perdre leur temps».

A une question sur la possibilité de se retrouver avec une majorité parlementaire, et donc gouvernementale, islamiste, M. Tebboune a été catégorique, «l'islamisme en tant qu'idéologie, celle qui a tenté de s'imposer au début des années 1990 dans notre pays, n'existera plus jamais en Algérie», relevant néanmoins que «l'islam politique n'a pas bloqué le développement de pays comme la Turquie, la Tunisie ou l'Egypte», et que cette vision de l'islam politique ne le gêne pas tant qu'elle «n'est pas au-dessus des lois de la République qui s'appliqueront à la lettre».

Interrogé sur les reformes politiques nécessaires pour réajuster le pays sans parti présidentiel et sans l'adhésion de l'opposition, le président, qui n'a pas écarté définitivement la création d'un parti présidentiel, a affirmé qu'une multitude des partis politiques du pays ne sont pas représentatifs d'un courant d'idées, mais sont construits autour d'une personne qui s'éternise à leur tête sans aucune volonté d'ouverture ou de réformes, précisant qu'il a été le candidat du peuple et de la jeunesse et non pas des partis.

«Une partie de l'administration sensée être neutre et servir les administrés s'est mise au service (…) d'un groupe de voleurs», a-t-il avoué, précisant qu'il ne pensait pas à un deuxième mandat et que sa mission est de remettre sur pied le pays et reconstruire les institutions.

M. Tebboune est revenu a également sur le rôle de l'armée, qui selon lui, a joué un rôle positif, notant que «si nous n'avions pas une armée aussi moderne et aussi professionnelle, la situation en Algérie serait pire qu'en Libye ou en Syrie. Je rappelle que l'armée s'est retirée de la politique depuis la fin des années 1980. L'époque où des officiers de l'armée siégeaient au comité central du FLN (ex-parti unique) est terminée. L'armée ne fait plus de politique». Et d'ajouter : ««Si elle avait voulu prendre le pouvoir, elle l'aurait fait. C'était une demande populaire, le peuple l'appelait à faire cesser la comédie du cinquième mandat et la déliquescence de l'État. L'armée n'a pas pris le pouvoir et ne le prendra pas, parce qu'elle est légaliste». S'agissant du cas du journaliste Rabah Kareche en détention à la prison de Tamanrasset, le chef de l'Etat s'est brièvement exprimé sur ce sujet, indiquant par contre qu' «Il a joué à tort au pyromane sur un sujet très sensible. Très grave».

Pour rappel, Rabah Karèche, a été placé en détention provisoire le 19 avril dernier, après avoir passé une nuit en garde à vue. Le journaliste est poursuivi pour «atteinte à l'intégrité du territoire national», «publication et diffusion volontaire de fausses informations susceptibles de porter atteinte à l'ordre public et usage de divers moyens pour porter atteinte à la sûreté et l'unité nationales». La date de son procès n'est pas encore fixée.

Mohamed Mecelti

«Pas d'ouverture des frontières avec le Maroc»

LE PRÉSIDENT de la république Abdelmadjid Tebboune a affirmé dans entretien accordé au magazine français *Le Point* que les frontières entre l'Algérie et le Maroc resteront fermées en raison de la campagne hostile menée contre l'Algérie par le régime marocain.

A une question si les frontières avec le Maroc resteront fermées, le président Tebboune a répondu :» Oui. On ne peut ouvrir les frontières avec un vis-à-vis qui vous agresse quotidiennement».

Les frontières terrestres algéro-marocaines ont été fermées en 1994 sur décision algérienne suite à la décision de Rabat d'imposer le visa aux algériens au lendemain de l'attentat terroriste à Marrakech qui avait visé l'hôtel «Atlas Asni» et perpétré par des islamistes marocains. Le Maroc avait accusé les services de renseignement algériens d'avoir fomenté l'attentat.

Depuis le Maroc ne cesse de faire des appels de pied à l'Algérie pour la réouverture des frontière.

Dans son dernier discours à l'occasion de la fête du trône, le Roi Mohammed VI a réitéré son souhait pour la réouverture des frontières entre les deux pays.

«Les différences de points de vue dans ce conflit (ndlr : occupation du Sahara Occidental) ne sauraient justifier la poursuite de la fermeture des frontières», a-t-il dit.

Alger mettant comme condition à la réouverture de la frontière la résolution globale des contentieux en suspens, y compris les biens des algériens spoliés par le Maroc.

M. D.



L'offensive turque au Maghreb ne dérange pas l'Algérie

LE PRÉSIDENT de la république Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'offensive économique turque dans la région du Maghreb ne dérange pas l'Algérie assurant au demeurant qu'Ankara et Alger entretiennent d'excellents rapports. En réponse à une question dans un entretien accordé au magazine français «le Point», paru ce jeudi 3 juin, au sujet de l'appréciation de l'Algérie à l'offensive turque au Maghreb, Tebboune a fait observer d'abord que «le litige entre la Turquie et certains pays arabes est principalement lié au dossier des frères musulmans, soulignant que «les Turcs ont investi près de 5 milliards de dollars (en Algérie) sans aucune exigence politique ou contrepartie». Et d'ajouter:» Maintenant, ceux que cette relation dérange n'ont qu'à venir investir chez nous». Lors de sa visite en janvier 2020 à Alger, le président turc, Recep Tayyip Erdogan a affirmé que son pays aspirait à la réalisation d'importants investissements avec l'Algérie, relevant que les deux pays avaient décidé de tenir une réunion du comité mixte de coopération économique qui ne s'est pas réuni depuis 2002. Dans une allocution à la clôture des travaux du Forum d'affaires algéro-turc, en présence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, M. Erdogan a affirmé que les investissements des sociétés turques en Algérie dépassaient 3,5 milliards de dollars et ont permis la création de 30.000 postes d'emploi. M. Erdogan a fait état de 377 projets d'investissements turcs établis en Algérie soulignant que «contrairement aux autres pays, nous ne considérons pas l'Algérie comme un marché pour écouler nos produits mais nous aspirons aussi à la réalisation d'importants investissements». Il a aussi fait remarquer que «la facilitation de la mobilité des personnes entre les deux pays et l'augmentation du nombre de visas accordés permettront aussi de hisser le niveau de coopération bilatérale».
Ankara perçoit l'Algérie comme «un partenaire stratégique» dans le Maghreb arabe et en Afrique. Elle occupe la troisième place en terme de présence des entreprises turques de par le monde.

S.O. Brahim

SAHEL ET AU NORD-MALI

Menaces terroristes et interventionnisme algérien

Dans son entretien au magazine français Le Point, le président de la République a été clair et direct dans sa réponse à une question sur la situation au Sahel et sur les événements au Mali. «L'Algérie ne laissera jamais le nord du Mali devenir un sanctuaire pour les terroristes, ni ne permettra la partition du pays». Une phrase très significative et suggestive qui résume, on ne peut mieux, l'idée que se fait nombre d'observateurs sur le fait que l'Algérie ne restera pas les bras croisés sur un quelconque mouvement terroriste dans cet espace sensible proche de nos frontières.



Forte de ses récentes et douloureuses expériences, l'Algérie est désormais convaincue qu'elle fera tout pour que cette région du nord du pays voisin ne soit plus, non seulement un sanctuaire pour les hordes terroristes, mais une terre d'instabilité et d'insécurité croissante. Interviendra-t-on en cas de menace terroriste réelle? Une intervention militaire de l'armée nationale populaire est-elle envisageable dans ces conditions?
Pour Tebboune, «la Constitution autorise désormais ce type d'intervention», mais il atténue ce fait en ajoutant que «la solution n'est pas là». Plus loin dans sa réponse, le chef de l'Etat pense que pour faire régler le problème du nord du Mali, «il faut y redéployer l'Etat», c'est à dire réinstaurer une présence effective des institutions de cet Etat, son administration, ses différents services avec toutes les attributions et prérogatives, remettre sur rails le développement régional et attirer les investissements, ainsi que l'établissement de toute la sécurité et la stabilité requise pour ces objectifs. Un retour de l'Etat dans cette zone tumultueuse et abandonnée, c'est exactement l'objectif des accords d'Alger, signés en 2015.
Aujourd'hui, la situation est redevenue intenable avec le dernier putsch, condamné par tous les pays de la CEDEAO, et qui remet en cause tout le processus de retour à la légitimité et à la légalité. La fin de l'opération Barkhane et le retrait effectif des forces d'intervention françaises du Mali va laisser un grand vide. Tous les observateurs y craignent un fléchissement dans la lutte anti-terroriste, ce qui serait encore plus dangereux pour la stabilité de toute la région nord du Sahel.
De plus, la force du G5 du Sahel n'a ni les moyens, ni la technicité pour faire face aux complexes réseaux terroristes en jonction avec les milieux de la drogue, de la contrebande, des trafiquants de tous genres et les bandes qui organisent les migrations sub-sahariennes.
Ce magma hors la loi, dense et armé, transfrontalier et transnational, est dans son élément, sévissant librement dans ces régions incontrôlées et instables, qui commencent des zones désertiques de l'est du Soudan jusqu'au nord de la Mauritanie, en passant par le territoire d'Aouzou limitrophe entre le Tchad, le Niger et la Libye. Toute une bande devenue un véritable terreau d'instabilité, d'insécurité et de chaos.
Elle constitue une menace sur l'Etat nation, sur l'avenir de ces populations, sur le progrès et le développement économique.
Or, que pourront faire les Africains, la communauté des pays voisins face à cette donne qui persiste, et qui vient d'être accentuée par le dernier coup de force survenu à Bamako?
Si les accords d'Alger ont toujours fait l'objet de sabotage par le Maroc et ses relais, qui y voient comme une défaite de leurs influences dans la région, des observateurs lorgnent maintenant vers un retour au Cémoc, état major des armées regroupant l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger, et dont le siège est basé à Tamanrasset.
La résurgence de cet organe, qui fut contré par la création du G5 du Sahel pour des motivations plus subjectives que politiques et géopolitiques, est du domaine du possible.
D'autant qu'il serait la couverture de manœuvres tactiques sur le terrain des unités militaires des armées des pays membres. L'organe ne pourra pas se contenter dans le rituel des échanges d'information et de renseignements, la formation et les stages, mais son spectre d'intervention serait plus large. Aller dans les zones de combats pour mettre hors d'état de nuire des terroristes armés est envisageable dans tous les plans des états-majors.
Seule inconnue: les intentions du noyau militaire qui a pris le pouvoir au Mali.
Très proche des Russes, subjugué par les réussites et la diplomatie de Poutine, ce noyau a mis à mal les dernières influences de l'ancien colonisateur. Depuis des mois, un fort sentiment populaire anti présence militaire de la France s'est considérablement développé au Mali.
Des maliens exhibaient fièrement lors de nombreuses manifestations des banderoles et des pancartes, montrant leurs sympathies à Moscou. Ceci n'est pas un secret pour le président français, qui accusant le coup, semble maintenant opter pour un autre plan B, pour sauvegarder les intérêts économiques et commerciaux de la France.

Mohamed Kouini

«L'Algérie veut une mémoire apaisée et reconnue par la France»

DANS un entretien accordé à l'hebdomadaire français « Le Point», à paraitre ce jeudi 3 juin, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a estimé que «l'Algérie veut une mémoire apaisée et reconnue avec la France». Sur le dossier mémoriel, le chef de l'Etat a souligné que « les Algériens attendent une reconnaissance totale de tous ces crimes», car pourquoi, dit-il, tient-on à la reconnaissance de ce qu'on subit les Arméniens, les juifs, et ignore-t-on ce qui s'est passé en Algérie?». «Macron a toute mon estime. C'est le plus éclairé d'entre tous. Les autres avaient tous une histoire avec l'Algérie», a souligné le président de la République. Après avoir évoqué les relations économiques avec la France, Tebboune a estimé que la balle est dans le camp des Français pour développer cette coopération et ce partenariat, donnant l'exemple de certaines sociétés qui ont prospéré dans leurs secteurs respectifs. Sur le dossier des frontières avec le Maroc, le chef de l'Etat a été catégorique: «on ne peut pas ouvrir des frontières avec un voisin qui vous agresse quotidiennement». Sur la question sahraouie, il dira que le «Maroc devrait revenir rapidement à une solution acceptable conforme au droit international».
A une question sur la situation au Sahel, le chef de l'Etat a été ferme en déclarant que «l'Algérie ne laissera jamais le nord du Mali devenir un sanctuaire pour les terroristes, ni ne permettra la partition du pays». Sur la crise sanitaire, Tebboune a été également clair et catégorique, en déclarant sans ambages que si «la situation se dégrade, nous refermerons les frontières», estimant que si «on a fermé ces frontières, ce n'est pas pour sanctionner la population, mais pour la protéger». Sur la vaccination anti-Covid-19, il dira que les autorités vont lancer prochainement des campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens à se faire vacciner.
Concernant la politique intérieure, Tebboune a souligné le caractère légaliste de l'armée algérienne. « Si elle a voulu prendre le pouvoir, elle l'aurait fait. C'était une demande populaire, le peuple l'appelait à faire cesser la comédie du cinquième mandat et la déliquescence de l'Etat». Le président de la République n'a pas manqué de revenir dans cet entretien sur les circonstances de son limogeage en tant que Premier ministre en été 2017, après une courte mission de trois mois, estimant qu'il a payé lui et sa famille le prix fort. Les dossiers économiques ont été largement abordés par Tebboune, notamment sur ses chantiers et la réalité socio-économique du pays. Il évoquera également ses sentiments par rapport au hirak «béni» de février 2019 et l'actuel, ainsi que les récentes décisions sur les mouvements de séditions de Rachad et le MAK.

Mohamed K.

DÉVELOPPEMENT À TIZI OUZOU

DES PROJETS AMBITIEUX MAIS DES MOYENS TRÈS LIMITÉS

Il est incontestable que, dans le cadre de son développement, la wilaya de Tizi Ouzou jouit de multiples projets ambitieux mais, hélas, les moyens mobilisés pour leur réalisation sont très limités. Cette vérité a été encore une fois constatée sur le terrain, mercredi dernier, à l'issue d'une visite de travail et d'inspection effectuée par Mahmoud Djemaâ, à Azeffoun.

Le wali a visité l'état d'avancement du projet de réalisation du barrage de Sidi Khelifa, la voie d'évitement de la ville d'Azeffoun, le port local, le vieux village d'Azeffoun, le grand village d'Ath-R'houna et enfin le village d'Azra, dans la commune de Tigzirt, lauréat du premier prix du concours Rabah-Aïssat dans son édition 2020.

Concernant le barrage dle Sidi Khelifa, dont le volume selon les études établies est de 21,8 hm3, le taux global d'avancement des travaux n'est à présent que de 15%. Le retard dans l'avancement des travaux est considérable, et ce au vu de la date de leur coup d'envoi, le 15 septembre 2018, et du délai de sa réalisation avancé par les deux entreprises retenues pour ladite réalisation, GPT GUNSAYIL, entreprise turque, et ETRHB Haddad, qui est de 46 mois. Sur le site, seulement quelques engins de l'entreprise turque étaient en opération.

Ceux de l'autre partie concernée, l'ETRHB Haddad, étaient complètement immobilisés. En fait, certains engins, pourtant lourds, sont à présent hors d'usage tant ils ont été exposés, longtemps durant, aux intempéries et au soleil.

Le motif de cette situation prêtant au désespoir est tout simplement le cas juridique d'Ali Haddad. Du côté turc, devons-nous rappeler, la mobilisation sur le terrain est balbutiante. Les responsables de GPT GUNSAYIL ont déclaré au wali que le début des grands travaux sera donné seulement lorsqu'ils recevront un gros engin devant arriver d'Europe.

Dans un point de presse qu'il a animé à Azra, en fin de journée, et en réponse à une question du Jeune Indépendant, Mahmoud Djemaâ à indiqué que, conformément à la décision arrêtée par le gouvernement, le destin de l'ETRHB Haddad est confié à un



administrateur car vu le nombre considérable d'emplois qu'elle assure, on ne peut songer à son élimination.

Il se trouve, hélas, que cela fait plus d'un an que cette entreprise est en situation d'arrêt complet d'activité. En définitive, ce statu quo se répercute inéluctablement sur l'avancement des travaux du barrage de Sidi Khelifa. Et si les travaux continuent à avancer au rythme actuel, sa livraison n'aura certainement pas lieu avant longtemps. Son impact est pourtant des plus grands sur toute la région. En effet, une fois achevé, ce barrage servira en eau potable pas moins de 286 villages lesquels sont répartis à travers dix-sept communes. Il s'agit plus exactement des communes d'Aït Chaffaï, Zekri, Aghribs, Akerrou, Yakourène, Ifigha, Bouzguène, Idjer, Illoula-Oumalou, Ath-Zekki, Imssouhal, Iferhounène, Iflissen, Illiltène, Mekla, Souamaâ et Aït Khellili.

Le volume d'eau annuel destiné à l'AEP sera de 17,4 hm3. Le volume d'eau destiné à l'irrigation des terres agricoles sera de 4,4 hm3. Il convient de relever enfin que l'autorisation programme (AP) allouée pour ce projet ambitieux est de 9 350 000 000 DA. L'AP initiale était de 8 000 000 000 00 DA. Le wali, qui a su cacher sa contrariété devant la lenteur des travaux, a recommandé aussi bien aux responsables locaux qu'au maître d'œuvre de coordonner leurs efforts pour réussir à livrer ce barrage dans les meilleurs délais possibles. Au niveau du deuxième point concerné par la visite, à savoir l'évitement de la ville balnéaire d'Azeffoun, la satisfaction a été au rendez-vous.

Concernant la bretelle routière touchant la RN 24 et la CW 158, sur une distance de 4 km, les travaux vont bon train. Et tout porte à croire que le délai de réalisation de cet évitement, qui est de six mois et quinze jours, sera respecté. D'ailleurs le chemin de terre fait par les bulldozers est déjà carrossable. La satisfaction et l'optimisme ont également été ressentis au port d'Azeffoun.

Les travaux au niveau de ce port portent sur le dragage et le déroctage pour permettre l'accostage aux bateaux dans les meilleures conditions sécuritaires possibles. A noter que l'infrastructure portuaire d'Azeffoun devra constituer un segment économique très porteur dans un avenir proche. A partir de ce port, le wali et son cortège ont pris la direction du vieux village d'Azeffoun, connu sous l'appellation kabyle «Thadart Ouzeffoun».

L'intérêt de ce village est de nature archéologique et touristique. Selon un habitant de ce village, avec qui le Jeune Indépendant a pris langue, c'est toute une ville de l'époque romaine qui se trouve sous terre. En surface, seuls une fontaine et ce qui semble être un portique sont visibles. Leur architecture est bien romaine. Les arches des entrées de ces éléments formés en énormes pierres renseignent sur l'identité de leurs architectes et de leur époque.

L'interlocuteur du Jeune Indépendant a également signalé un chemin souterrain au niveau de ce village qui serait d'au moins 800 mètres de distance. Mahmoud Djemaâ a indiqué, pour sa part, avoir saisi les ministères de la Culture et du Tourisme à l'effet de mobiliser les moyens nécessaires pour réhabiliter ce site. Toujours est-il que l'idéal serait peut-être de faire appel à une université occidentale spécialisée dans les fouilles archéologiques pour mener les travaux nécessaires au niveau du village d'Azeffoun.

Il va sans dire que cette université occidentale mènera les fouilles archéologiques en collaboration étroite avec les universités algériennes, et ce, bien entendu, sous l'autorité du gouvernement. Cette ville romaine souterraine du village d'Azeffoun remonte à l'Antiquité. Autrement dit, à plusieurs siècles avant notre ère, d'où sa valeur archéologique inestimable.

C'est sur les promesses d'un avenir prometteur pour Thardart Ouzeffoun et l'Algérie entière que le wali a quitté ce village pittoresque pour rejoindre Ath-R'houna, le plus grand village de la commune d'Azeffoun. Mahmoud Djemaâ serait la première autorité officielle à avoir visité ce village depuis l'indépendance du pays, selon le chef du comité du village.

C'est ce même responsable qui a indiqué au wali que le village d'Ath-R'houna a toujours souffert d'un manque flagrant d'infrastructures de développement. Mahmoud Djemaâ a effectivement appris que le village manque aujourd'hui encore d'AEP, d'assainissement, d'infrastructures sportives et culturelles et d'autres éléments de confort nécessaires à l'homme. Cependant, le besoin le plus ressenti reste l'eau potable.

Après avoir écouté leurs doléances, le wali a promis aux habitants d'Ath-R'houna de remédier à la situation avec, cependant, un lancement des projets par ordre de priorité. Le Jeune Indépendant a appris aussi, auprès de quelques citoyens de ce village, que si leur situation est si mauvaise, ce n'est pas seulement par la faute des responsables locaux mais aussi à cause de la mésentente entre les différentes forces du village.

«Comme tous les villages de Kabylie, Ath-R'houna souffre de la politique politicienne de bon nombre de ses habitants», a confié ce citoyen. D'ailleurs, ses dires ont été confirmés par les interventions des interlocuteurs du wali. Pas un n'a pu terminer son intervention. En somme, les priorités des uns ne sont pas forcément celles des autres. Notons enfin que le village d'Azra, dans la commune de Tigzirt, situé à 1 000 m environ du bord de mer, a constitué le dernier point de la visite d'inspection et de travail de Mahmoud Djemaâ. Sa propreté et sa splendeur prouvent aisément son mérite du premier prix du concours Rabah-Aïssat.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

MÉDÉA

Le DG de l'ONA se rend à Béni-Slimane

ABDELKADER ZIREK, directeur général de l'Office nationale de l'assainissement (ONA) s'est déplacé, jeudi, dans la wilaya de Médéa où il s'est enquis sur l'état d'avancement des mesures opérationnelles mises en oeuvre dans le cadre des travaux de protection de la ville de Béni-Slimane contre les crues.

Accompagné de la directrice de la zone d'Alger et du directeur d'exploitation, le DG a été reçu par le wali de Médéa, Djahid Mous, avec qui il a été procédé à des échanges sur les interventions en cours au niveau des oueds et chaabate traversant l'aire de la ville de Béni-Slimane afin de protéger la ville des crues. Le DG de l'ONA s'est rendu sur les lieux où il a visité les zones inondées où sont situées les cités 159 logements et 40 logements ainsi que la zone sud de Chaabate Nessissa, donnant instruction aux responsables locaux de l'établissement de mettre tous les moyens pour qu'à l'avenir l'agglomération ne subira plus les effets de la survenue du danger des crues.

Dans le cadre de leurs travaux, les équipes d'intervention de l'ONA ont procédé au curage et au dégagement des dépôts de boue, la réhabilitation du cours de chaabate Nessissa, l'entretien des canalisations d'eau de déversant dans l'oued Alim et la plantation d'arbres, est-il indiqué.

La visite du DG de l'ONA survient un mois, jour pour jour, après les inondations qui ont affecté la région de Béni-Slimane, causant des pertes humaines, de cheptel et d'importants dégâts matériels et plusieurs familles sinistrées, rappelle-t-on.

Dans son dernier point de situation des interventions au niveau de la ville Béni Slimane, il est fait état d'opérations de «nettoyage, balayage, curage, débouchage et épuisement des eaux pluviales et boues au niveau de plusieurs citées et infrastructures au niveau des cités 159, cité 40 logements, cité 80 logements, du Centre des sourds-muets, la mosquée El Houda, l'hôpital, le CFPA, la subdivision des ressources en eau, le cimetière de chouhada, etc.

Ainsi, ce sont pas moins de 2720 m3 d'eau qui ont été puisés, 330 avaloirs curés, 223 regards curés, 625 ml curés, des interventions qui ont nécessité la mobilisation de 120 agents entre cadres et agents d'exploitation, des camions de différents tonnages, des hydro-cureurs, des aspiratrices, des motopompes, en sus des renforts envoyés des autres wilayas.

Nabil B.

CORONAVIRUS

L'UE ne soutiendra pas une levée des brevets des vaccins à l'OMC

L'UE a soumis vendredi à l'OMC ses propositions pour un accord multilatéral qui permettrait d'accroître l'offre de vaccins anti-Covid, appelant à lever les restrictions sur les exportations et à favoriser les « licences obligatoires » encadrées et nationales, mais sans soutenir la levée des brevets voulue par Washington.

La Commission européenne a réitéré ses réticences à l'idée d'une suspension des protections de propriété intellectuelle sur les vaccins, réclamée par des pays comme l'Inde et l'Afrique du Sud, et soutenue récemment par l'administration américaine de Joe Biden.

« La Commission (…) n'est pas convaincue que cela constituerait dans l'immédiat la meilleure réponse pour atteindre l'objectif d'une distribution large et en temps voulu des vaccins dont le monde a un besoin urgent », a expliqué l'exécutif européen dans un communiqué.

« L'UE a soumis une proposition pour un plan d'action multilatéral robuste afin d'augmenter la production de vaccins et traitements, et assurer leur accès universel sans entraves », a indiqué une porte-parole de la Commission.

Bruxelles appelle les membres de l'Organisation mondiale du commerce à « tout d'abord s'assurer que les vaccins et traitements, ainsi que leurs composants, peuvent traverser les frontières sans obstacle », a-t-elle insisté, lors d'une conférence de presse régulière.

Ces dernières semaines, l'UE a vivement critiqué les États-Unis, grand producteur de vaccins qui n'a exporté pratiquement aucune dose afin de donner la priorité à sa propre population. Les producteurs de vaccins doivent « être incités à accroître leur production, tout en garantissant que les pays qui en ont besoin puissent y avoir accès à un prix abordable », a poursuivi la porte-parole.

Les Etats peuvent encourager les « accords de licence » volontaires entre entreprises, ainsi qu'une gamme de prix évolutive selon les pays, mais aussi investir dans des sites de production dans les pays en développement, précise l'exécutif européen.

« Faciliter le recours aux licences obligatoires »

Enfin, l'UE propose d'utiliser les « flexibilités » prévues par le régime de la propriété intellectuelle dans le cadre de l'OMC afin de « faciliter le recours aux licences obligatoires » – octroyées par une autorité nationale sans accord nécessaire du détenteur du brevet, mais de façon encadrée, et assorties d'une indemnisation financière pour ce détenteur.

Le cadre existant « permet déjà cette flexibilité (…) c'est un outil légitime durant la pandémie et qui peut être utilisé rapidement là où c'est nécessaire », soutient la Commission. De fait, une « licence obligatoire » est décidée par un gouvernement, et n'exige pas d'accord international – long et complexe à négocier – comme pour une suspension générale et indiscriminée des brevets.

Les Vingt-Sept ont déjà exprimé leur scepticisme vis-à-vis de cette solution, en insistant notamment sur la longueur des transferts de savoir-faire industriel. R. I.

HONG KONG

Un amendement électoral et réaction de Washington

Réagissant à l'adoption à majorité écrasante par le Conseil législatif de la Région administrative spéciale de Hong Kong du Projet d'amendement sur l'amélioration du système électoral 2021, le secrétaire d'État américain Blinken a encore sorti son vieux cassandre, affirmant que le document « réduirait de manière importante les moyens par lesquels les Hongkongais participeraient à la gestion autonome ».



Contrairement au dicton populaire, le mensonge répété mille fois ne deviendra pas une vérité. Malgré les grands mots – démocratie, liberté, droits de l'homme – la déclaration de Washington sur Hong Kong ne fait que révéler l'intention sournoise des États-Unis. Plus que ces politiciens crient à haute voix, plus ils démontrent leur hypocrisie.

Or le nouveau projet d'amendement ne fait que remplir les lacunes existant dans l'ancien système électoral de Hong Kong. Cela permettrait de consolider le nouvel ordre basé sur l'administration de la ville par les patriotes, et d'assurer sur le plan légal que son régime démocratique avance sur les rails.

Les Américains parlent de « répression de la libre expression des Hongkongais ». Voyons comment fonctionnera le Comité électoral qui constitue le noyau du système électoral de Hong Kong.

En effet, le comité jadis composé de 1 200 membres venus de 4 circonscriptions sera composé de 1 500 membres représentant 5 circonscriptions : la représentativité de la structure sera élargie. En plus d'élire le chef exécutif de la région administrative spéciale, le comité a également le pouvoir d'élire les membres du Conseil législatif et proposer des candidats pour le Conseil législatif. Toutes ces mesures devraient permettre au Conseil législatif de répondre de manière plus juste aux intérêts de l'ensemble de la société hongkongaise. Plus absurde encore, les États-Unis ont appelé à « libérer » tous les éléments incarcérés pour avoir, selon la Loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, semé les troubles dans la région spéciale. Il est clair, ces politiciens américains sont prêts à tout, quitte à enfreindre la loi, pour traîner Hong Kong dans le chaos. Mais leurs tentatives ont bien été vaines. Un an après les troubles et agitations, le nouvel ordre s'installe à Hong Kong. Perfectionner le mécanisme électoral afin de remettre Hong Kong sur les rails d'« Un État, deux systèmes », et d'assurer sa stabilité et sa prospérité, voici les souhaits des Hongkongais.

De notre correspondante à Pékin, Ma. Xinxin

EXERCICES D'AFRICOM

Le démenti de Washington, un coup de grâce pour le Maroc

LA CONSEILLÈRE du président sahraoui, chargée du Monde arabe, Nana Labat Rachid a qualifié jeudi le démenti apporté par Washington sur les exercices militaires «African lion 2021» dans une partie des Territoires sahraouis, de «coup de grâce pour l'occupant marocain».

Dans une déclaration à l'APS, Mme. Labat Rachid a indiqué que «le régime du Makhzen, à l'instar des systèmes coloniaux d'ailleurs, serait comme un mauvais élève qui n'apprend pas ses leçons».

Le Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (Africom) avait démenti les propos du Chef du gouvernement marocain, Saad-Eddine El Othmani qui a indiqué que les exercices militaires américano-marocains «African Lion 2021», prévus du 7 au 18 juin courant, auront lieu en partie dans le désert du Sahara occidental occupé, qualifiant ces exercices de «couronnement» de la reconnaissance américaine de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental occupé. Selon la responsable sahraouie, la nouvelle administration américaine n'a toujours pas pris de position vis-à-vis de cette affaire, et l'entité sioniste n'apportera absolument rien au Maroc car «leurs relations sont anciennes, elles ont juste été officialisées». Quant à la politique d'hostilité adoptée par le Maroc contre les pays en faveur de l'application de la légitimité internationale dans le Sahara occidental, elle a estimé que la presse occidentale n'épargnera, désormais, aucun effort à «dévoiler les pratiques autoritaires du régime marocain» maintenant qu'il a été loin dans sa tyrannie.

L'attaque féroce du Makhzen contre Madrid serait «le summum de la folie», a considéré Mme. Labat Rachid, affirmant que la position diplomatique de l'Espagne était tout à fait naturelle, claire et en harmonie avec les systèmes humanitaires et politiques, mais l'irrationnel dans cette question serait l'ingérence marocaine dans les affaires internes que n'importe quel pays n'acceptera quel que soit le degré des relations établies. L'ouverture des frontières qui ont laissé afflué des milliers d'émigrants vers un pays souffrant déjà des répercussions de la migration illicite est une affaire très dangereuse, a-t-elle souligné, d'autant plus que la majorité des migrants était des mineurs dont la vie a été mise en péril. Ceci traduit également la violation des accords et conventions signés par le Maroc avec les pays européens portant lutte contre ce fléau.

Une telle attitude démontre expressément le véritable visage de l'occupant marocain, et l'Union européenne (UE) a bien compris, aujourd'hui plus que jamais, les tentatives de chantage menées contre elle par le Maroc les poussant à se prononcer sur sa prétendue souveraineté sur le Sahara occidental, a martelé Mme.

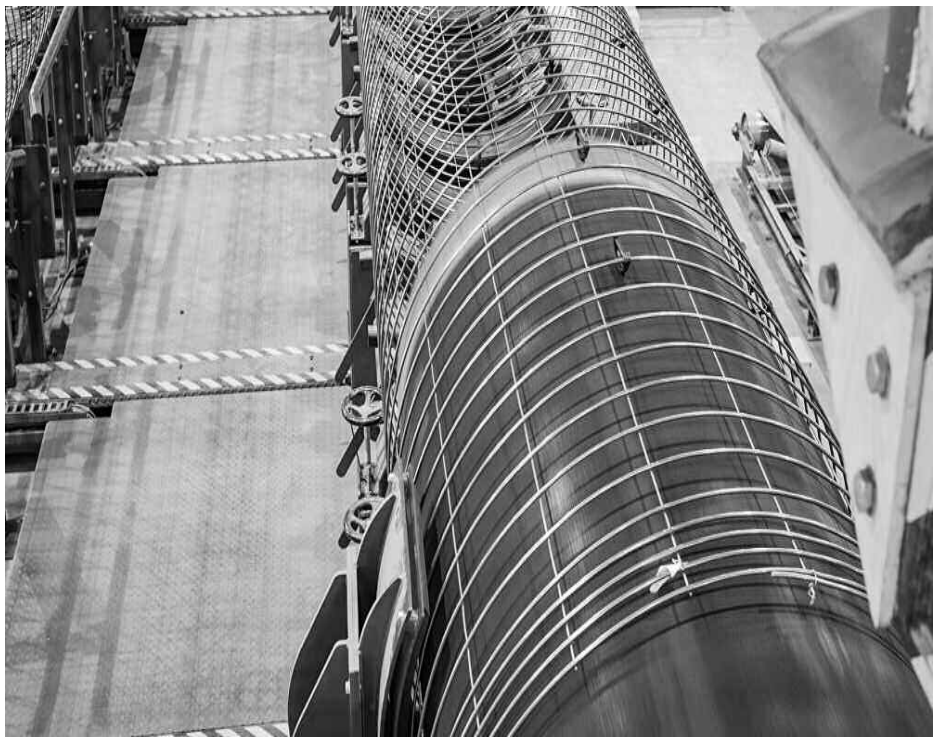
Labat Rachid qui s'est dit, toutefois, certaine que l'UE ne laissera jamais tomber le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

R. I.

VLADIMIR POUTINE :

«La première conduite du Nord Stream 2 achevée»

Vladimir Poutine a annoncé la fin des travaux de construction de la première conduite du gazoduc Nord Stream 2. Le groupe russe Gazprom est prêt à la remplir. La première conduite du gazoduc Nord Stream 2 est prête, Gazprom est prêt à la remplir, a déclaré ce vendredi 4 juin le Président Poutine lors d'une séance plénière au Forum économique international de Saint-Pétersbourg.



«Je suis heureux d'annoncer qu'aujourd'hui, il y a deux heures et demie, la pose des tubes de la première conduite du gazoduc Nord Stream 2 a été achevée. Les travaux sur la seconde conduite continuent», a indiqué M.Poutine.

Selon le Président, les travaux de pose des tubes ont pris fin sur le secteur maritime du pipeline, la seconde conduite sera achevée d'ici deux mois au maximum.

«Côté allemand et russe, les tubes se sont approchés. Il faut les soulever et souder, voilà tout. Mais la pose des tuyaux est terminée», a ajouté M.Poutine.

Il faudra attendre environ 10 jours avant le début des livraisons de gaz par la première conduite. Selon M.Poutine, Gazprom est prêt à remplir le pipeline, la date de son lancement dépend du régulateur allemand.

Il a rappelé que le Nord Stream 2 servirait les intérêts économiques de l'Europe tout comme le Nord Stream 1 et permettrait de garantir l'approvisionnement des consommateurs européens en gaz.

«Ce projet est très efficace du point de vue économique, il répond pleinement aux normes écologiques et techniques les plus strictes [...]. Il n'y a aucun risque politique pour les pays. Et il ne faut pas payer pour le transit [...] cela signifie que les consommateurs finaux allemands recevront du gaz meilleur marché que celui transitant par plusieurs pays européens», a-t-il ajouté.

La Russie est toujours prête à réaliser des projets pareils à Nord Stream 2 avec d'autres pays en Europe et ailleurs, puisque de tels projets multilatéraux peuvent impulser la renaissance de l'économie mondiale, à son avis. S'exprimant au sujet des critiques à l'égard du projet, M.Poutine les a qualifiées de «mauvaise propagande». «Nous l'avons dit 100 fois, mais une mauvaise propagande lave toujours les cerveaux des gens avec des déclarations sur des dessous politiques [des travaux de construction, ndlr], sur un prétendu contournement de certains pays, etc», a déclaré M.Poutine. Nord Stream 2 est composé de deux conduites longeant le gazoduc existant, Nord Stream 1, et reliant la Russie à l'Allemagne par le fond de la mer Baltique, après un trajet sous l'eau de 1.230 kilomètres. Sa capacité totale sera de 55 milliards de mètres cubes de gaz par an. Cinq groupes européens partenaires de Gazprom, les allemands Wintershall et Uniper, l'autrichien OMV, l'anglo-néerlandais Shell et le français Engie, se sont engagés à financer 50% du projet, ce qui signifie des investissements à hauteur de 950 millions d'euros pour chacun.

Le 1er avril, l'opérateur du projet, Nord Stream 2 AG, a annoncé avoir posé 2.339 kilomètres de tubes sur un total de 2.460, soit 95% du gazoduc.

Cette annonce est intervenue alors que les États-Unis s'opposaient nettement au projet. Mais en mai, après avoir laissé planer depuis des semaines la menace de nouvelles mesures punitives contre le gazoduc, l'administration Biden a finalement décidé de ne pas sanctionner Nord Stream 2 AG, et son directeur général, l'Allemand Matthias Warnig.

R. I.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

L'Iran et la Centrafrique privés du droit de vote

FAUTE d'avoir payé leurs contributions à l'Onu à temps, la République centrafricaine et l'Iran ne pourront pas voter à l'Assemblée générale et ce jusqu'à ce qu'ils s'acquittent de leurs dettes, informe le secrétaire général de l'organisation dans une lettre.

Dans une lettre adressée au président de l'Assemblée générale de l'Onu, le secrétaire général de l'organisation Antonio Guterres a informé que la République centrafricaine et l'Iran avaient été privés de droit de vote à cette instance onusienne à cause d'impayés. Cette décision est conforme à l'article 19 du chapitre IV de la Charte de l'Onu.

«Un membre des Nations unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées», indique la Charte.

Les deux pays pourront de nouveau voter dès qu'ils se seront acquittés de leurs dettes. Pour l'Iran, celle-ci représente un peu plus de 16 millions de dollars (13,1 millions d'euros), le pays africain doit payer une somme beaucoup moins importante, près de 30.000 dollars (24.600 euros), indique la lettre dont Sputnik s'est procurée une copie.

Bien que dans la liste des débiteurs, présentée par M.Guterres, figurent cinq pays, à savoir l'Iran, la République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, les Comores et la Somalie, les trois derniers sont autorisés à garder leur droit de vote jusqu'à la fin de la session en cours, donc jusqu'à la mi-septembre, est-il précisé.

Il est à noter que conformément à l'article susmentionné de la Charte, l'Assemblée générale peut toujours autoriser le pays débiteur à participer au vote si «le manquement est dû à des circonstances indépendantes» de sa volonté.

La part de l'Iran et de la Centrafrique dans les dépenses de l'Onu, qui incluent le budget ordinaire, celui pour les tribunaux internationaux et celui pour les opérations de maintien de la paix, est pourtant minime. Elle n'est que de 0,39% pour la République islamique et de 0,001% pour la Centrafrique, indique le dernier barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Onu, défini par la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 2018 et valable jusqu'à présent.

Le montant de la contribution de chaque pays au budget est décidé en fonction de la capacité de paiement de tel ou tel État, précise l'Onu. Celle-ci est établie sur la base de plusieurs indicateurs économiques, dont, en premier lieu, le revenu national brut (RNB). Néanmoins, le système de distribution des dépenses est plus compliqué qu'il ne le paraît au premier regard.Aujourd'hui ce sont les États-Unis qui contribuent le plus au budget de l'organisation. L'ex-Président du pays, Donald Trump, s'est d'ailleurs à plusieurs reprises prononcé pour la réduction de la contribution des États-Unis à certains programmes de l'Onu. Afin de financer le travail de l'Organisation en 2021, les États membres de l'Onu ont adopté fin 2020 un budget de 3,23 milliards de dollars (2,66 milliards d'euros), selon un communiqué de l'organisation. En 2020, le budget de l'organisation a été moins important et s'élevait à trois milliards de dollars (2,47 milliards d'euros).

R. I.

MALI

La France suspend ses opérations militaires

EN RÉPONSE aux décisions prises par le colonel Assimi Goïta, président de la transition au Mali, la France annonce la suspension temporaire de sa coopération militaire avec le Mali. C'est ce qu'a annoncé ce jeudi 3 mai, le ministère français des Armées.

« Des exigences et des lignes rouges ont été posées par la Cedeao et par l'Union africaine pour clarifier le cadre de la transition politique au Mali. Il revient aux autorités maliennes d'y répondre rapidement. Dans l'attente de ces garanties, la France, après information de ses partenaires et des autorités maliennes, a décidé de suspendre, à titre conservatoire et temporaire, les opérations militaires conjointes avec les forces maliennes ainsi que les missions nationales de conseil à leur profit », a fait savoir le ministère.

Ces décisions, ajoute-t-il, « seront réévaluées dans les jours à venir au regard des réponses qui seront fournies par les autorités maliennes ».

Cette décision signifie que les missions opérationnelles conjointes entre les militaires de la force française Barkhane et les Forces armées maliennes (Famas) sont suspendues.

Après la démission du président de la transition, Bah N'Daw, et de son Premier ministre, Moctar Ouane, Emmanuel Macron avait dénoncé un « coup d'État dans le coup d'État inacceptable ».

Puis, dans une interview accordée à l'hebdomadaire français Le Journal du dimanche, il avait déclaré avoir « passé le message » aux dirigeants d'Afrique de l'Ouest qu'il « ne rester[ait] pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition ».

Le 30 mai, les chefs d'État de la Cedeao étaient réunis en sommet extraordinaire à Accra, au Ghana, pour évoquer la situation au Mali. Ils ont décidé de suspendre Bamako des instances de l'organisation sous-régionale et condamné « le coup d'État » du 24 mai, tout en restant silencieux sur la désignation du colonel Goïta comme nouveau président de la transition malienne.

Les membres de la Cedeao ont également appelé à la nomination immédiate d'un « nouveau Premier ministre civil » et à la formation d'un « nouveau gouvernement inclusif » afin de poursuivre le programme de transition. Ils ont enfin réclamé le respect de la période de transition, fixée à dix-huit mois, et l'organisation d'élections au plus tard le 27 février 2022.

Mercredi 2 juin, le colonel Assimi Goïta a reçu une délégation de l'ex-rébellion, la Coordination des mouvements de l'Azawad, qui demande des gages avant d'accompagner la transition. Choguel Maïga, pressenti pour la primature, a assisté à la rencontre.

Au palais présidentiel de Koulouba, situé sur les hauteurs de Bamako, les délégations maliennes se succèdent. Celle de la Coordination des mouvements de l'Azawad (l'ex-rébellion) a été reçue, mercredi dans la nuit, par le colonel Assimi Goïta, le président de la transition. Au cours de ses entretiens, il a présenté à ses invités Choguel Maïga. Membre du M5, mouvement qui a contribué à la chute de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020, ce dernier est pressenti pour occuper le poste de Premier ministre. Et sa présence avait pour objectif de rassurer les ex-rebelles sur un point important : l'application de l'accord de paix d'Alger, signé en 2015.

Le 7 juin, le colonel Assimi Goïta devrait prêter serment devant la Cour suprême, avant de signer dans la foulée le décret de nomination du Premier ministre.

R. I.

CHLEF

Rencontre régionale de la filière de la tomate industrielle

Une rencontre régionale sur la filière de la tomate industrielle (saison 2020/2021) a été organisée jeudi à Chlef par l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) afin d'expliquer les nouvelles mesures incitatrices décidées au profit des agriculteurs et transformateurs et préparer la campagne de récolte et de transformation pour la présente saison.



Dans une déclaration à l'APS, en marge de la rencontre ayant réuni les représentants des wilayas de Tipasa, Chlef, Ain Defla, Relizane, Blida et Mostaganem, le directeur général de l'ONILEV, Mohamed Kherroubi, a indiqué que la filière de la tomate industrielle a enregistré un "développement notable au niveau de ces wilayas, dont les capacités de transformation ont augmenté grâce, notamment, à la mise en service de l'unité de Relizane, qui va réduire la pression sur les autres unités de la région".

M. Kherroubi a rappelé les mesures incitatives décidées par les responsables du secteur, dont la prime de soutien aux producteurs fixée à 4 DA /Kg et 1,5 DA/Kg accordé aux transformateurs, et l'obligation faite à ces derniers de payer les producteurs à la livraison, soit dès réception de la production de tomate, ou au plus tard au 31 mars.

"Ces nouvelles mesures visent l'accompagnement des producteurs, la couverture des besoins du marché local et la réduction de l'importation de la tomateindustrielle, la réduction de la facture des importations et l'ouverture du champ pour l'exportation de ce produit alimentaire", a expliqué le même responsable.

Le DG de l'ONILEV a souligné que la production de la tomate industriel a connu, durant ces 10 dernières années, un important développement au niveau des wilayas dans le Centre et dans l'Ouest du pays ayant pris part à cette rencontre.

Ces wilayas ont contribué à hauteur de 17% à la production nationale durant la campagne 2019/2020, a-t-il indiqué, avant derelever que la superficie globale contractuelle affectée à cette culture est de 3.130 ha. Une récolte de 1.500.000 quintaux de tomate industrielle a été réalisée durant la campagne écoulée, grâce aux efforts colossaux consentis par les différents acteurs et intervenants de la filière, dont 378 agriculteurs contractuels, représentant un taux de 10% des agriculteurs adhérents au programme de production et de transformation de la tomate industrielle à l'échelle nationale, selon les informations fournies par M. Kherroubi.

La transformation de ce volume de production au niveau des unités de transformation a donné lieu à une production de 250.000 qx de double concentré de tomate. Les wilayas du Centre et de l'Ouest disposent de six unités de transformation à Blida, Chlef et Relizane, ayant permis un relèvement du volume de tomate transformé de 7.200 tonnes durant la campagne 2019/2020 à pas moins de 11.080 tonnes durant la présente campagne.

Plus de 500 agriculteurs ont adhéré, cette saison, au programme national de production et de transformation de la tomate industrielle, avec des prévisions qui tablent sur des surfaces de culture (contractuelles) de plus de 6.500 ha, au niveau des wilayas de Chlef, Ain Defla, Relizane, Tipasa et Mostaganem.

A noter que cette rencontre a été organisée en coordination avec la Direction de services agricoles de Chlef et a été marquée par la présence du wali, Lakhdar Seddas, et des acteurs de la filière, entre agriculteurs, producteurs transformateurs et conseils professionnels, outre les chambres d'agriculture et les services agricoles de Tipasa, Chlef, Ain Defla, Relizane, Blida et Mostaganem.

Toujours selon le Directeur général de l'ONILEV, cette rencontre s'inscrit au titre de la mise en œuvre de la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du Développement rural relative au développement des cultures stratégiques et la garantie de la sécurité alimentaire, dans le cadre du plan quinquennal 2020/2024, et à travers un suivi de la mise en œuvre de cette directive.

R. R.

PRESSE RÉGIONALE

Participation sans précédent des associations dans la bataille électorale

LES TITRES de la presse édités dans l'Est du pays ont mis l'accent, jeudi, sur "la participation sans précédent des associations" dans la bataille électorale en prévision des législatives du 12 juin, notamment le quotidien public d'expression arabe An-nasr qui s'est penché sur l'engagement des associations en lice pour gagner la confiance des électeurs.

Cette publication, éditée à Constantine, a ajouté que de "nombreux acteurs du mouvement associatif sont entrés dans la course électorale en investissant la scène politique", considérant cela comme un "saut qualitatif inégalé auparavant en Algérie".

Poursuivant sa couverture de la campagne électorale, An-nasr a également relayé des comptes rendus des meetings animés hier (mercredi) par de nombreux responsables de partis politiques et de candidats de listes indépendantes à travers les wilayas de l'Est du pays.

De son côté, le quotidien d'expression arabe "Ayn El Djazair", édité à Constantine, a rapporté en page 4 les meetings tenus hier dans le cadre de la campagne électorale, mettant notamment en exergue les déclarations de la présidente du parti Tajamoue Amel El Djazair (TAJ), Fatima Zahra Zerouati, qui avait exhorté les élus à "cesser de réclamer et d'avoir plutôt une vision économique".

Pour sa part, "Le Quotidien De Constantine", d'expression française, s'est focalisé dans sa livraison de jeudi au "congé exceptionnel accordé aux candidats en lice pour les élections législatives", rapportant les propos de Abdelali Larguet, délégué de la wilaya de Constantine de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), faisant état de "l'existence d'un certain nombre de candidats n'ayant pas bénéficié d'un congé spécial".

S'exprimant dans les colonnes de ce même journal, le délégué local de l'ANIE a souligné que "les candidats aux prochaines élections législatives ont pourtant droit à un congé exceptionnel pour pouvoir participer à la campagne électorale et animer des rencontres en perspective des législatives". S'agissant du programme élaboré pour la tenue des meetings électoraux, ce même délégué rapporte "Le Quotidien De Constantine", a affirmé qu'en dépit du fait que les lieux devant abriter des meetings aient été préalablement déterminés par tirage au sort, "certains candidats n'ont pas respecté l'agenda en annulant leurs rencontres pour des raisons propre à eux".

R. R.

TIZI-OUZOU

Lancement des travaux de dragage et de déroctage du port d'Azeffoune

UNE OPÉRATION de déroctage et de dragage du port d'Azeffoun, à 75 km au nord-est de Tizi-Ouzou, a été lancée cette semaine par la direction locale des travaux publics a-t-on appris, jeudi, auprès de cette institution.

Les travaux de déroctage (enlèvement de roches) des haut fonds à l'entrée du port et de dragage (nettoyage) du bassin de ce port, "sont nécessaires et impératifs pour assurer le mouvement des embarcations en toute sécurité, à l'intérieur du bassin, aussi bien pour les professionnels de la pêche que pour la Marine Nationale", a-t-on indiqué de même source. L'opération, confiée à l'Entreprise publique Méditerranéenne des travaux maritimes (Meditram) pour un montant de près de 73 millions de DA et dont l'assistance technique est assurée par le laboratoire public d'études maritimes (LEM), "permettra également de rentabiliser l'aire de pose d'hélicoptères pour le débarquement de naufragés et de la logistique", a-t-on ajouté.

Le volume global de l'opération au niveau du port d'Azeffoun a été estimé à 10 980 m3 dont 9200 m3 pour le dragage et 1780 pour le déroctage. Les délais contractuels de ces travaux sont de 3 mois, a-t-on appris de même source.

Selon la DTP, l'impact de ces travaux est "d'assurer une fonctionnalité sans faille et de rétablir l'ouvrage portuaire dans son état spécifique, afin qu'il soit en mesure de satisfaire à ses fonctions avec le niveau de service requis et de sauvegarder un environnement marin sain".

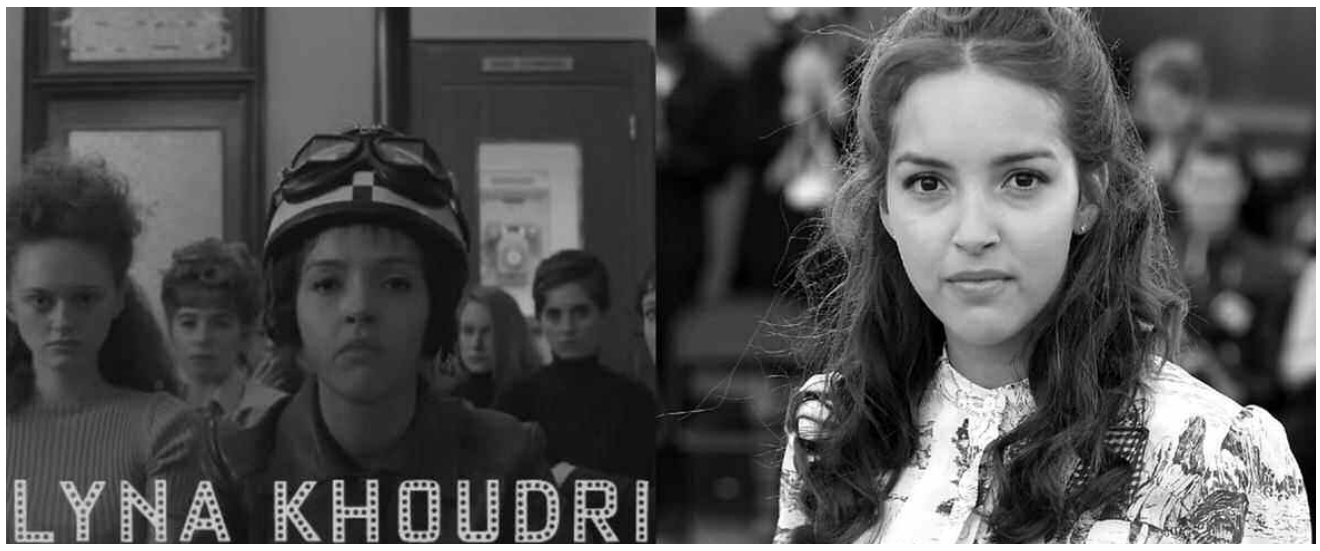
Le wali Mahmoud Djamaa qui a inspecté, hier mercredi, ces travaux, a rappelé qu'il s'agissait d'un projet auquel les pêcheurs de la région "accordent beaucoup d'importance". En réponse à l'attente des professionnels du secteur et avec l'appui de l'administration centrale, l'opération a été inscrite fin 2020 et l'entreprise en charge des travaux a été installée lundi dernier, a-t-il dit.

R. R.

ALLÉCHANTES SÉLECTIONS POUR LE FESTIVAL DE CANNES 2021

Lina Khoudri dans le gotha des stars mondiales

On savait déjà que «Annette» de Leos Carax, avec le duo Adam Driver et Marion Cotillard ferait l'ouverture en compétition et que Jodie Foster recevrait une Palme d'Or d'honneur lors de la cérémonie d'ouverture.



L'heure était venue ce matin, à l'UGC Normandie, de la révélation tant attendue de cette sélection officielle, tant attendue, concoctée à partir de « presque un an et demi de sélection », car certains films ne sont pas sortis (le «Benedetta» de Paul Verhoeven pressenti l'an dernier, «The French Dispatch» de Wes Anderson et son casting de folie où figure l'actrice algérienne Lina Khoudri, qui promet une montée des marches mémorable.

Celles et ceux qui ne la suivaient pas encore ont fait sa connaissance l'année dernière lors de la cérémonie des Césars, où la jeune actrice avait ébloui tout le monde et raflé une statuette, dans la catégorie Meilleur espoir féminin, pour son rôle dans Papicha. Aujourd'hui, seulement un an après, Lyna Khoudri confirme qu'elle n'a pas usurpé sa place dans l'élite du 7ème art, puisqu'elle se retrouve à l'affiche de The French Dispatch, le dernier projet du très prisé réalisateur américain Wes Anderson.

The French Dispatch est une comédie dramatique qui met en scène un recueil d'histoires tirées du dernier numéro d'un magazine américain publié dans une ville française fictive du 20e siècle : Ennui-sur-Blasé. Il reprend les codes chers au réalisateur, avec une esthétique poussée, des plans ultra symétriques, et une ambiance générale assez onirique.

Initialement prévu pour 2020 mais décalé à cause de la pandémie de Covid-19, le film fera son avant-première mondiale en compétition à Cannes 2021, où il intègrera la compétition officielle, avec un incontestable statut de favori dans la course à la Palme d'Or. Et pour cause avec une telle pléiade de stars à l'affiche, difficile d'y échapper : on y retrouve évidemment Bill Murray, acteur fétiche du réalisateur, accompagné à l'écran de Timothée Chalamet ou Tilda Swinton. Pour donner la réplique à Lyna Khoudri, on retrouve deux acteurs que Wes Anderson a déjà dirigé dans The Grand Budapest Hotel, son 8ème long métrage : Léa Seydoux et Mathieu Amalric.

DEUX FILMS REPRÉSENTERONT L'AFRIQUE

Lors de cette édition, l'Afrique sera représentée par deux films, « Haut et fort », du marocain Nabil Ayouch et « Lingui », du réalisateur tchadien Mahamat-Saleh Haroun. Haut et fort raconte l'histoire d'un ancien rappeur qui devient professeur dans un centre culturel populaire de Casablanca. Inspirés par leur enseignant, les jeunes de l'établissement vont tenter de se libérer du poids de certaines traditions pour vivre leur passion et s'exprimer à travers la culture hip-hop.

Lingui raconte l'histoire d'Amina qui vit avec sa fille Maria dans les faubourgs de N'Djamena au Tchad. Leur quotidien, déjà compliqué, est ébranlé le jour où elle découvre que sa fille est enceinte. L'adolescente ne veut pas la garder, dans un pays où l'avortement est non seulement condamné par la religion, mais aussi par la loi.

A noter aussi que le cinéma aura « pris l'empreinte » de cette période, avec des acteurs masqués, des films tournés « avec des téléphones portables », des documentaires « lanceurs d'alertes », et les « question du devenir de ce monde » ou encore « l'idée de tout perdre » ont inspiré les scénaristes. Si certains cinéastes ne savent pas encore s'ils pourront venir, le festival aura bien lieu et sera l'occasion de célébrer l'ouverture du Cineum, multiplexe situé à Cannes La Bocca, dont 4 salles projetteront des films du festival.

Quelques nouveautés cette année, avec Un Certain regard qui sera réduit au jeune cinéma, expérimental, formel ou novateur, et la création d'une nouvelle section Cannes Premieres, qui sera aussi diffusée en salle Debussy, ainsi que d'une section éphémère dédiée à l'environnement.

A signaler à Un Certain Regard le nouveau d'Eran Kolirin, «Lamb», film islandais de Valdimar Jóhannsson avec Noomi Rapace, le premier long signé Hafsia Herzi «Bonne mère», annoncé comme un grand film sur la pauvreté en France, et le russe Alexei German Jr avec «Delo» («House arrest»).

Les séances spéciales

En séances spéciale, on notera la présentation de «The Year of evererlasting storm», film à sketches, et la présence du réalisateur brésilien d'origine algérienne Karim Ainouz, avec «De mer à mer», «Cahiers noirs» de Shlomi Elkabetz, «JFK Revisited» documentaire de Oliver Stone (suite à l'accès à de nouveaux documents), du nouveau film de Sergei Loznitsa sur l'Histoire ukrainienne et aussi du «Jane par Charlotte» premier film de Charlotte Gainsbourg réalisatrice, documentaire sur sa mère.

Ainsi, L'absence des américains s'avère assez criante (exit Jane Campion et son film Netflix, et le block-buster annoncé initialement ne sera ni le Spielberg, ni le James Bond et seulement diffusé sur la plage…), mais l'affiche s'annonce tout de même alléchante avec la présence d'Emmanuelle Bercot avec «De son vivant» dont le casting inclut Benoît Magimel et Catherine Deneuve, un documentaire de Todd Haynes sur le Velvet Underground, un film avec Matt Demon intitulé «Stillwater», mais aussi un film de genre coréen (une attaque terroriste dans un avion via un virus). A noter aussi la présence de deux films ayant déjà eu des avant-premières l'an dernier. Valérie Lemercier présentera le très beau «Aline», biopic fantaisiste de Céline Dion, et on pourra voir «Bac Nord» de Cédric Jimenez.

Bref, au total, la Sélection officielle comptera 61 films. La composition du jury, présidé par l'Américain Spike Lee, n'a pas encore été dévoilée.

LES 24 FILMS EN COMPÉTITION 2021

UN HÉROS de Asghar Farhadi
TOUT S'EST BIEN PASSÉ de François Ozon
TRE PIANI de Nanni Moretti
TITANE de Julia Ducournau
THE FRENCH DISPATCH de Wes Anderson
RED ROCKET de Sean Baker
PETROV'S FLU de Kirill Serebrennikov
FRANCE de Bruno Dumont
NITRAM de Justin Kurzel
MEMORIA de Apichatpong Weerasethakul
LINGUI de Mahamat-Saleh Haroun
LES OLYMPIADES de Jacques Audiard
LES INTRANQUILLES de Joachim Lafosse
LA FRACTURE de Catherine Corsini
JULIE (EN 12 CHAPITRES) de Joachim Trier
HYTTI NRO 6 de Juho Kuosmanen
HAUT ET FORT de Nabil Ayouch
HA'BERECH (Le genou d'Ahed) de Nadav Lapid
DRIVE MY CAR de Ryusuke Hamaguchi
BERGMAN ISLAND de Mia Hansen Love
BENEDETTA de Paul Verhoeven
A FELESÉGEM TÖRTÉNETE (L'histoire de ma femme) de Ildikó Enyedi
ANNETTE de Leos Carax
FLAG DAY de Sean Penn

LANCEMENT DE LA 3ÈME ÉDITION NATIONALE

L'Orchestre de jeunes d'Algérie en quête de talents

UN APPEL à participation à la 3e édition nationale de l'Orchestre de jeunes d'Algérie (Oja), prévue pour l'été 2021 après son report en 2020 pour cause de pandémie du Coronavirus, a été lancé par les organisateurs, indique un communiqué de l'orchestre.

Annonçant la réouverture des candidatures, le communiqué énumère ensuite, les conditions à remplir pour pouvoir prétendre à une participation à cette 3e édition qui exige, au-delà des critères techniques, de remplir le formulaire de candidature dûment joint.

Les critères de sélection se limitent, à la capacité à lire une partition, la bonne maîtrise de l'instrument, un bon niveau technique, ainsi que la spécialisation dans les instruments symphoniques appartenant aux familles des cordes, cuivres, percussions ou encore les instruments à archets, précise le communiqué.

La préparation du dossier de candidature consiste en l'envoi de trois extraits d'enregistrement vidéo d'une durée globale ne dépassant pas les cinq (05) minutes, réparties en une étude technique, et une interprétation pour la mise en valeur de l'instrument, ainsi qu'une improvisation ou alors, l'interprétation d'un extrait d'une musique traditionnelle.

Les candidats vérifiant l'ensemble des critères techniques et administratifs requis, doivent envoyer leurs dossiers à la page Facebook de l'Orchestre jeunes d'Algérie, avant le 30 juin inclus.

Les postulants retenus à cette 3e édition seront contactés le 6 juillet prochain, après les délibérations du jury présidé par le directeur artistique de l'OJA, Salim Dada.

Les éditions précédentes de 2018 et 2019 ont connu une affluence nombreuse de spectateurs, venus assister aux concerts donnés par l'OJA dans différentes villes algériennes, à l'instar de la capitale Alger, Bejaia, Jijel, El Eulma et Timgad.

R. C.

EXPOSITION «MOUFTARISSOUN»

Kenza Daoud offre un « voyage dans un monde complexe »

L'ARTISTE PLASTICIENNE Kenza Daoud invite les visiteurs de sa nouvelle exposition intitulée «Mouftarissoun» (prédateurs), organisée dans la galerie Bloom: The Art Factory, jusqu'au 12 Juin, à un voyage fantastique dans un monde complexe.

Les œuvres exposées dévoilent les secrets cachés de créatures submergées par les émotions, dans l'ombre de la lutte permanente du bien contre le mal.

La plasticienne et sculptrice de 26 ans présente des œuvres créatives raffinées et esthétiques dont le pinceau artistique et professionnel de Kenza a su, avec brio, refléter la profondeur du message qu'elle voulait exprimer dans cette deuxième exposition de son jeune parcours artistique, après celle intitulée «Manbouthoun» (Parias), thème de son mémoire de soutenance.

L'artiste incite le visiteur de l'exposition à s'immiscer dans les profondeurs de l'Homme avec ses contrastes, ses contradictions et ses complexes qui surgissent subitement du fait de facteurs psychologiques.

Le contemplateur des œuvres de Kenza qui expriment des situations différentes peut se rendre compte qu'elle dépeint en réalité un seul et même homme dont les traits expriment différentes émotions ressenties par l'homme dans diverses situations telles la souffrance ou la peur de l'inconnu qui peuvent le transformer en un instant en véritable «prédateur». Et si l'on observe bien, ces différentes émotions dépeintes ne sont que le reflet de l'artiste même.

Diplômée de l'Ecole régionale des Beaux-Arts de Tipasa, cette jeune artiste est connue pour son sérieux et son professionnalisme qui lui ont valu sa réputation et une véritable crédibilité professionnelle.

R. C.

Comment une ONG financée par la Fondation Gates et Big Pharma ont utilisé des enfants comme «cobayes»...

En 2010, une ONG financée par la Fondation Gates a enfreint de nombreuses directives éthiques et juridiques en testant un nouveau vaccin sur des enfants sans le consentement des parents, et les médias occidentaux n'en ont jamais parlé.



Nous avons vu beaucoup de reportages ayant trait à l'Inde dans l'actualité récemment. Bien plus que nous ne le faisons habituellement. Une sorte d'apocalypse s'y déroule, si l'on en croit les médias populaires. Mais comme c'est souvent le cas, ces reportages sont dépourvus de tout contexte ou perspective. Alors que les médias du monde entier ne se lassent pas de l'Inde aujourd'hui, dans leur empressement à soutenir un récit de terreur sur la Covid-19, il y a douze ans, lorsqu'une véritable histoire se déroulait là-bas, les médias du monde entier n'étaient nulle part.

UN PEU DE CONTEXTE

En 2009, une ONG financée par la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG) a procédé à des essais cliniques non autorisés d'un vaccin sur certains des enfants les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Elle l'a fait sans fournir d'informations sur les risques encourus, sans le consentement éclairé des enfants ou de leurs parents et sans même déclarer qu'elle menait un essai clinique.

Après la vaccination, de nombreux enfants participants sont tombés malades et sept d'entre eux sont morts. Telles ont été les conclusions d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur cette misérable affaire. La commission a accusé l'ONG de « maltraitance d'enfants » et a produit un grand nombre de preuves à l'appui de ses dires. L'incident a à peine effleuré le radar des médias occidentaux.

PATH (anciennement Program for Appropriate Technology in Health) est une ONG basée à Seattle, largement financée par la FBMG mais qui reçoit également des subventions importantes du gouvernement étatsunien. Entre 1995 et le moment de la rédaction (mai 2021), PATH a reçu plus de 2,5 milliards de dollars de la FBMG.

En 2009, PATH a mené à bien un projet d'administration du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV). L'objectif du projet était, selon les propres termes de PATH, « de générer et de diffuser des preuves pour une introduction éclairée des vaccins HPV dans le secteur public ». Cela a été mené dans quatre pays : Inde, Ouganda, Pérou et Vietnam. Une autre organisation financée par Gates, Gavi, avait initialement été envisagée pour gérer le projet, mais la responsabilité a finalement été déléguée à PATH. Le projet a été directement financé par la FBMG.

Il est important de noter que chacun des pays sélectionnés pour le projet avait une population ethnique différente et disposait d'un programme national de vaccination financé par l'État. L'utilisation de différents groupes ethniques dans l'essai a permis de comparer les effets du vaccin dans divers groupes de population (l'ethnicité étant un facteur de sécurité et d'efficacité de certains médicaments).

Les programmes de vaccination des pays concernés constituaient un marché potentiellement lucratif pour les entreprises dont les médicaments devaient être étudiés : si les médicaments s'avéraient efficaces et étaient inclus dans les programmes de vaccination nationaux financés par l'État de ces pays, cela représenterait une manne annuelle de bénéfices pour les entreprises concernées.

Deux types de vaccins contre le HPV ont été utilisés dans l'essai : Gardasil de Merck et Cervarix de GlaxoSmithKline (GSK). Dans cet article, nous allons examiner l'essai du Gardasil par PATH en Inde.

Il est intéressant de noter ici la relation entre la FBMG et l'une des sociétés dont les médicaments étaient testés. En 2002, la FBMG avait, de manière controversée, acheté pour 205 millions de dollars d'actions dans le secteur pharmaceutique, dont des actions de Merck & Co. Cette opération avait suscité des interrogations en raison du conflit d'intérêts évident entre le rôle de la fondation en tant qu'organisation caritative médicale et son rôle de propriétaire d'entreprises dans le même secteur.

Le Wall Street Journal a rapporté, en août 2009, que la fondation avait vendu ses parts dans Merck entre le 31 mars et le 30 juin de cette année-là, soit à peu près au moment où les essais sur le terrain du vaccin contre le HPV commençaient en Inde. Ainsi, pendant toute la durée de ce projet (qui était déjà opérationnel en octobre 2006), et jusqu'aux essais finaux sur le terrain, la FBMG a joué un double rôle : celui d'une organisation caritative responsable des soins et celui d'un propriétaire d'entreprise responsable du profit.

Ces conflits d'intérêts sont la marque de fabrique de la FBMG depuis 2002. Lorsque Gates faisait régulièrement des apparitions à la télévision l'année dernière pour promouvoir la vaccination contre le virus de la Covid-19, en apportant un soutien particulièrement enthousiaste à l'effort de Pfizer-BioNTech, son objectivité n'a jamais été mise en doute.

Pourtant, sa fondation est copropriétaire de plusieurs fabricants de vaccins, dont Pfizer, BioNTech et CureVac.

Le vaccin contre le HPV vise à prévenir le cancer du col de l'utérus. Le Gardasil avait été lancé avec succès par Merck aux États-Unis en 2006, mais ses ventes ont souffert après qu'une série d'articles parus dans des revues médicales étatsuniennes eurent jugé que ses risques l'emportaient sur ses avantages. Une analyse des rapports transmis au Vaccine Adverse Event Reporting System (VAERS) du CDC sur les effets indésirables du Gardasil a été particulièrement préjudiciable.

Cette analyse a été publiée dans le Journal of the American Medical Association (JAMA) le 19 août 2009. Parmi les 12 424 effets indésirables signalés, 772 ont été considérés comme graves, dont 32 décès. Les autres effets secondaires graves signalés comprenaient des troubles auto-immuns, des événements thromboemboliques veineux (caillots sanguins) et le syndrome de Guillain-Barré.

Dans la même édition du JAMA, le Dr Charlotte Haug, alors rédactrice en chef du Journal de l'Association médicale norvégienne, a écrit,

« La question de savoir si un risque vaut la peine d'être pris dépend non seulement du risque absolu, mais aussi du rapport entre le risque potentiel et le bénéfice potentiel. Si les bénéfices potentiels sont substantiels, la plupart des individus seront prêts à accepter les risques. Mais le bénéfice net du vaccin contre le HPV pour une femme est incertain. Même si elle est infectée de façon persistante par le HPV, une femme ne développera probablement pas de cancer si elle se soumet régulièrement à un dépistage. Elle devrait donc rationnellement être prête à n'accepter qu'un faible risque lié au vaccin ». Le Dr Haug a également fait remarquer que « lorsqu'on évalue les risques et les avantages, il convient également de se demander qui prend le risque et qui bénéficie des avantages », ce qui constitue une allusion claire au fabricant du Gardasil, Merck.

Les tentatives de Merck pour promouvoir le Gardasil ont été controversées. La Dre Angela Raffle, l'une des plus grandes spécialistes britanniques du dépistage du cancer du col de l'utérus, a décrit la stratégie de marketing de Merck comme « un bélier sur le Ministère de la Santé et un tapis de bombes à la périphérie ».

La Dre Raffle craint que la poussée vers la vaccination de masse ne nuise au programme de dépistage efficace qui fonctionne au Royaume-Uni depuis les années 1960.

« Je crains que la précipitation motivée par des considérations commerciales pour nous faire paniquer et introduire rapidement le vaccin contre le HPV ne nous fasse reculer et n'aggrave notre programme de lutte contre le cancer du col de l'utérus ».

La professeure Diane Harper, de la faculté de médecine de Dartmouth dans le New Hampshire à l'époque, avait dirigé deux essais du vaccin et était catégorique sur le fait que Gardasil ne pouvait pas protéger contre toutes les souches de HPV.

Lorsque Merck a lancé une énorme campagne de relations publiques en 2007 pour persuader les gouvernements européens d'utiliser le produit pour vacciner toutes les jeunes filles du continent contre le cancer du col de l'utérus, elle a déclaré :

« Les programmes de vaccination de masse (seraient) une très grande expérience de santé publique… Nous ne savons pas beaucoup de choses. Nous ne savons pas si le vaccin restera efficace. Pour être honnête, nous n'avons pas de données sur l'efficacité chez ces jeunes filles pour le moment. Nous vaccinons contre un virus qui attaque les femmes tout au long de leur vie et qui continue à provoquer des cancers. Si nous vaccinons les filles à 10 ou 11 ans, nous ne saurons pas avant 20 à 25 ans si cela va fonctionner ou non. C'est un gros défi à relever ».

Ainsi, à l'époque où PATH menait ses essais en Inde, en Ouganda, au Pérou et au Vietnam, Gardasil était un vaccin controversé : sa sécurité, son efficacité et les tentatives de Merck pour le promouvoir étaient remises en question, non pas par les « anti-vaxxers » et les « théoriciens du complot », mais par l'establishment médical international et des grands médias respectés.

LES JEUNES FILLES DE KHAMMAM

Le district de Khammam, en 2009, faisait partie de l'État indien oriental de l'Andhra Pradesh (les changements de frontières effectués en 2014 font qu'aujourd'hui le district de Khammam appartient à l'État du Telangana). La région est essentiellement rurale et est considérée comme l'une des parties les plus pauvres et les moins développées de l'Inde.

Khammam abrite plusieurs groupes ethniques tribaux, certaines estimations situant sa population tribale à environ 21,5% (environ 600 000 personnes). Comme c'est le cas pour les populations indigènes du monde entier, les groupes tribaux de Khammam souffrent d'un manque d'accès à l'éducation. Par conséquent, leur niveau d'alphabétisation est considérablement inférieur à celui de la région dans son ensemble.

JUDO/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE (MESSIEURS ET DAMES) : L'ALGÉRIE PAYS HÔTE DE L'ÉDITION 2022

L'ALGÉRIE a été désignée pour abriter les championnats d'Afrique de judo (messieurs et dames) en 2022, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de judo (FAJ) dans un communiqué. «En marge des travaux de l'assemblée générale de l'union internationale de la discipline, tenue ce jeudi à Budapest (Hongrie), il a été décidé officiellement de confier à l'Algérie l'organisation des championnats d'Afrique de judo (seniors messieurs et dames), prévue en 2022, après une absence de 22 ans. Félicitations pour le sport et le judo algérien», a indiqué l'instance fédérale sur son compte officiel Facebook. Lors de la précédente édition, disputée du 20 au 23 mai dernier à Dakar (Sénégal), l'Algérie était présente avec 18 judokas (neuf messieurs et neuf dames). Au cours de ce rendez-vous continental, la sélection nationale a décroché 12 médailles : 3 or, 3 argent et 6 bronze, ce qui lui a permis d'occuper la troisième place au classement général des épreuves individuelles .

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE JUDO :

Salima Souakri intègre l'Assemble générale de l'instance mondiale

LA SECRÉTAIRE d'état chargée du sport d'élite, Salima Souakri, a intégré l'Assemblée générale de la Fédération internationale de judo (FIJ), lors des travaux de l'AG ordinaire de l'instance tenus jeudi à Budapest (Hongrie). L'ancienne championne algérienne de la discipline, avec 12 titres africains, fait partie des 16 nouveaux membres élus au sein de l'Assemblée générale de l'FIJ, indique la Fédération algérienne de discipline. Les travaux de l'AG ordinaire de la FIJ ont été marqués par la réélection du Roumain Marius Vizer pour un 4e mandat consécutif à la tête de l'instance internationale. Vizer (62 ans) est le 9e patron de la FIJ, depuis l'Italien Aldo Torti en 1951.Déjà membre du bureau exécutif de la FIJ, l'Algérien Mohamed Meridja a été reconduit de son côté dans la liste du président Viser.

JO DE TOKYO / NATATION :

Amel Melih réalise le minima B de qualification sur 50m nage libre

LA NAGEUSE algérienne Amel Melih a réalisé le minima B du 50m nage libre qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, lors de la deuxième étape du circuit Mare Nostrum à Cannes, établissant un nouveau record d'Algérie de la distance (25.36). Melih (27 ans) a fait tomber le record national du 50 m NL pour la 4ème fois en moins de trois mois. «Un rêve qui se réalise. Le chemin a été long, difficile, semé d'embûches, de difficultés en tout genre, on n'a jamais perdu de vue notre objectif», a écrit la nageuse algérienne sur sa page Facebook. Melih avait déjà réalisé le minima B pour les JO de Tokyo fixé à 25.51, lors du meeting de Saint-Etienne (France) en mai dernier, mais celui-ci n'était pas qualificatif aux JO de Tokyo. Trois nageurs algériens ont déjà réalisé les minimas pour les JO pour le moment. Il s'agit d'Oussama Sahnoune (minima A sur 50 et 100 m nage libre), Jaouad Syoud (minima B sur 200m 4 nages, 100 et 200m papillon) et Abdellah Ardjoune (minima B sur 100 et 200m dos).

JM ORAN-2022 :

Le COJM et la FAF accordent leurs violons pour la promotion de la 19e édition

Le comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) prévus à Oran en 2022 et la Fédération algérienne de football (FAF) se sont entendus pour élaborer un programme d'actions à entreprendre ensemble, pour la promotion de la 19e édition des JM, a-t-on appris jeudi de l'instance footballistique nationale.

Dans cette optique, le directeur général du COJM, Salim Iles, accompagné de proches collaborateurs, a tenu mercredi à Alger une réunion avec des responsables de la FAF en prévision du lancement d'une campagne commune pour la promotion des JM avant une année du rendez-vous méditerranéen, a-t-on ajouté de même source. La campagne en question devrait être enclenchée à l'occasion de l'inauguration du nouveau stade d'Oran (40.000 places) qui abritera le 16 juin en cours la première rencontre amicale de la sélection nationale des joueurs locaux, (version Madjid Bougherra), face au Burundi.Le COJM a été assuré, pour l'occasion, du soutien de la FAF et de la sélection algérienne pour contribuer à une meilleure promotion possible de la 19e édition programmée du 25 juin au 5 juillet 2022, a-t-on encore souligné. Le match amical de la sélection nationale (A) face au Burundi précédera d'une dizaine de jours le début du compte à rebours des JM, une opportunité que le COMJ veut tirer à profit pour passer à la vitesse supérieure en matière de promotion du rendez-vous méditerranéen avant une année de leur déroulement. En février dernier, et en marge de sa visite au nouveau stade d'Oran, l'entraineur de la sélection nationale première, Djamel Belmadi, s'était dit disponible à apporter sa contribution et celle de ses joueurs, champions d'Afrique, dans la réussite des JM en associant leur image de marque à l'évènement, rappelle-t-on . Des joueurs de l'équipe nationale, notamment ceux natifs d'Oran, tels que Baghdad Bounedjah et Youcef Belaïli, devraient bientôt participer à des spots publicitaires dans le cadre de la campagne de promotion des JM, a-t-on fait savoir.



Mahrez dans le onze africain d'Europe de la saison 2020-21

L'ATTAQUANT international algérien de Manchester City Riyad Mahrez figure dans le Onze africain d'Europe de la saison 2020-21, établi par le magazine France Football jeudi. Champion d'Angleterre et finaliste (malheureux) de la Ligue des champions, une performance qui doit beaucoup à ses buts décisifs notamment contre le PSG, le capitaine des Verts d'Algérie a confirmé qu'il avait su s'épanouir sous Guardiola et surtout, s'adapter et diversifier le périmètre de son jeu sans se renier. Animateur, passeur et buteur, il n'a jamais joué aussi juste que maintenant» a écrit FF dans son édition en ligne. Un autre international algérien a été retenu mais comme remplaçant, il s'agit de Ramy Bensebaini, auteur d'une bonne saison avec son équipe (Borussia M' Gladbach/ Allemagne), avec laquelle il a inscrit quatre buts dont deux en Ligue des champions. Outre Mahrez, le Onze africaine d'Europe de la saison 2020-2021 comprend également: Edouard Mendy (Sénégal/ Chelsea), Achraf Hakim (Maroc/Inter),Kalidou Koulibaly (Sénégal/ Naples), Edmond Tapsoba (Burkina Faso/ Leverkusen), Reinildo (Mozambique/Lille), Amadou Haidara (Mali/ Leipzig), Frank Kessi(Côte d'Ivoire/ Milan), Ihels Bebou (Togo/ Hoffenheim), Youssef En-Nesyri (Maroc/ Séville), Mohamed Salah (Egypte/Liverpool). Le meilleur joueur africain de la CAF de la saison 2020-2021 figure probablement dans ce Onze africain. Remplaçants: Bounou (Maroc), Boupendza (Gabon), Bensebaini (Algérie), Kakuta (Congo), Ndidi (Nigeria), Simy (), Onuachu (Nigeria).

Matchs amicaux : Des arbitres égyptiens pour Algérie-Mali et Tunisie-Algérie (FAF)

Les deux prochaines rencontres amicales de la sélection algérienne contre respectivement le Mali (6 juin) et la Tunisie (11 juin) seront dirigées par des arbitres égyptiens, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) jeudi. Le match amical devant opposer l'Algérie au Mali le 6 juin à 20h45 au stade Mustapha Tchaker de Blida sera dirigé par un trio arbitral égyptien sous la conduite de Ahmed El Ghandour .Le directeur de jeu égyptien sera assisté par ses deux compatriotes, Samir Gamal et Abdelfatah Hani. Le quatrième arbitre est également égyptien Noureddine Ibrahim. La rencontre Tunisie- Algérie, prévue le 11 juin au stade Olympique Hamadi Aguerbi de Radès (20h30), a été confiée à Mohamed Maarouf, assisté de Youssef El Bosaty et Samir Gamal. Quant au quatrième arbitre, ce sera le Tunisien Naïm Hosni. Ces rencontres s'inscrivent dans le programme de préparation des Verts pour le 2e tour des éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar-2022, dont le coup d'envoi a été reporté de juin à septembre prochain. Les champions d'Afrique débuteront à domicile face à Djibouti, avant de se déplacer à Ouagadougou pour défier le Burkina Faso. Le Niger est l'autre pensionnaire de la poule A. L'Algérie disputera les quatre derniers matchs des éliminatoires en octobre et novembre prochains. Les barrages sont, quant à eux, programmés en mars 2022.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE/ MC ALGER :

12 mois de suspension pour Belkheir et Boutaga après agression d'un arbitre

L'attaquant du MC Alger Abdelnour Belkheir et son coéquipier gardien de but Ahmed Boutaga, ont écopé chacun d'une suspension de 12 mois pour «agression sur un officiel de match» lors du quart de finale retour de la Ligue des champions de la CAF, le 22 mai dernier à Casablanca contre le WAC, a indiqué la Confédération africaine de football. Réuni le 1er juin, le Jury disciplinaire de la CAF a décidé de suspendre les deux joueurs du MC Alger «de toutes les compétitions organisées par la CAF notamment les compétitions interclubs ainsi que les compétitions avec les équipes nationales». Le MC Alger devra également payer une amende de 25.000 dollars pour «conduite inconvenante et regrettable envers l'arbitre du match». Après le coup de sifflet final du match WAC - MCA (1-0), synonyme d'élimination du Mouloudia d'Alger, «Belkheir et Boutaga ont physiquement attaqué l'arbitre en lui donnant des coups de pied à la jambe.

AMICAL (ALGÉRIE - MAURITANIE 4-1) :

Revue d'effectif fructueuse et prometteuse pour les Verts

Retour à la compétition en fanfare pour les Fennecs d'Algérie qui n'ont pas fait dans la dentelle pour corriger sévèrement le onze national de Mauritanie sur un score sans appel de 4-1 .



Et c'est bien payé pour El Mourabitounes car en face le coach Djamel Belmadi a préféré faire tourner son effectif en laissant une grande partie de ses champions d'Afrique sortant sur le banc outre les absences de Mahrez, Mbolhi non encore arrivés , Delort et Tahrat blesses. Les Verts remaniés donc ont fait le job et c'est de bon augure pour l'avenir proche de notre Khadra nationale. Un vingt-cinquième match sans défaite et un record des Eléphants de Côte d'Ivoire désormais à portée de main. Avec cette revue d'effectif fructueuse signé Djamel Belmadi, il y de quoi pavoisé d'autant qu'hormis Ferhat loin de pouvoir à chaque fois mériter sa place, le reste des Fennecs a rempli sa mission. Cerise sur le gâteau pour les Verts, la découverte d'un élément plein de talent en défense centrale en la personne du jeune Touba qui n'a pas d'ailleurs raté l'occasion de rassurer tout le monde sur sa première sélection. Les Verts sérieux et appliqués en l'absence du capitaine Riyad Mahrez ont sans conteste dominé leur adversaire dès l'entame des débats face à un adversaire très physique. Une domination stérile jusqu'à la 37' après plusieurs occasions ratées par Slimani devant une défense des Mourabitounes bien concentrée autour de son gardien. Mais la multiplication des combinaisons par les Fennecs a fini par donner ses fruits à 5' de la pause par lun des meilleurs hommes de la soirée sur le terrain en la personne de Feghouli. Après un centre de Zinédine Ferhat, Ahmed Touba remet d'une bicyclette dans la surface, le capitaine des Verts réussit, en deux fois, à catapulter le ballon au fond des filets, signant ainsi son 15e but en sélection. Au retour des vestiaires, les Visiteurs changent de stratégie après l(incorporation de trois nouveaux joueurs plus offensifs. Un coaching payant pour Martins puis que ses poulains ont réussi à remettre les pendules à l'heure grâce à Yacoub Sidi (56e) après une faute de placement du portier algérien Alexandre Oukidja. Joie de courte durée pour les Mauritainiens qui subiront juste après un sursaut d'orgueil brutal des Verts puisque Feghouli a resurgi pour redonner l'avantage aux «Verts» (57e) et signer son 16e but en équipe nationale. La suite sera une série de vague déferlante orchestré par les Fennecs et notamment après le sang neuf injecté par coach Belmadi. L'entrée en jeu de Youcef Belaïli et Baghdad Bounedjah, suivie de celle des Ounas a redonné des ailes à l' équipe face à une équipe mauritanienne dépassée par les évènements. Impuissante . Adam Ounas (61e) et Baghdad Bounedjah (70e) ont permis aux champions d'Afrique de se scelle définitivement le sort de cette rencontre. Une très belle victoire qui laisse une fois de plus entrevoir de belles choses pour plus de galon et de préparer le groupe en toute sérénité pour les retrouvailles de Mardi prochain face aux Aiglons du Mali au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h45), avant de se rendre à Tunis pour défier la Tunisie, le vendredi 11 juin au stade Hamadi-Agrebi de Radès.

S.S.

DÉCLARATIONS/

DJAMEL BELMADI (SÉLECTIONNEUR/ ALGÉRIE) :

«On savait que le match allait être difficile face à une équipe mauritanienne qui a l'habitude à poser des problèmes aux sélections nord-africaines. L'adversaire nous a laissé peu d'espaces, en procédant par un pressing sur le porteur du ballon. Avec une équipe remaniée, dans des lignes et des compartiments, où il n'y a pas eu nécessairement des automatismes, je suis très content de la prestation des joueurs, notamment les nouveaux. Nous n'avons pas été mis en danger, à part le but qu'on leur a donné. La première période aurait pu se terminer sur un score vierge. Les joueurs qui sont entrés on fait le boulot. C'est un match qui s'est construit dans la durée, et chacun a eu son mot à dire, et son importance. Ce soir, j'ai aligné une défense new-look avec la première apparition et titularisation d'Ahmed Touba, et de Bedrane, qui n'ont jamais joué ensemble. Ils n'ont pas été trop inquiétés, ils sont des joueurs réceptifs et ça fait gagner du temps. Je suis content de la prestation de Touba, il est même à l'origine du premier but, c'est de bon augure, il a fait le travail, au même titre que les autres, dont Feghouli, qui a réalisé un bon match lui qui n'a pas été aligné dans son meilleur poste. Je le félicite à l'instar de l'ensemble de l'équipe. On encaisse pas souvent de buts, on est souvent imperméables. Je savais qu'on était largement capables de revenir dans le match, face à une équipe qui n'était pas dangereuse offensivement. Ce sont des choses sur lesquelles on travaille, ce qui explique notre série d'invincibilité. Généralement, quand il y'a plusieurs changements dans une équipe, en pensant apporter du sang neuf, on peut tomber dans le piège de la désorganisation, ça peut perturber le groupe, ce soir ça n'a pas été le cas, grâce à l'état d'esprit des joueurs. Ce n'est pas toujours évident, les joueurs ont été très concentrés. Le groupe s'étoffe tant qu'en qualité qu'en quantité, je vais rencontrer certainement des problèmes, mais des problèmes des riches. Concernant la blessure de Atal, il n'y pas eu de torsion, son genou n'a pas été touché d'un point de vu étirement ligamentaire, il est bien stable, c'est plutôt l'impact qui lui a fait mal. On l'a vu un petit peu handicapé en deuxième période, mais il n'a ressenti pas de douleurs, il a voulu terminer le match. Je suis content de sa prestation. Les joueurs ont décidé d'entrer sur le terrain avec l'écharpe de la Palestine, c'était l'idée de la Fédération algérienne (FAF), une manière d'apporter notre soutien indéfectible à la cause palestinienne. L'Algérie et la Palestine forme à vrai dire qu'un seul peuple.

CORENTIN MARTINS (SÉLECTIONNEUR/ MAURITANIE) :

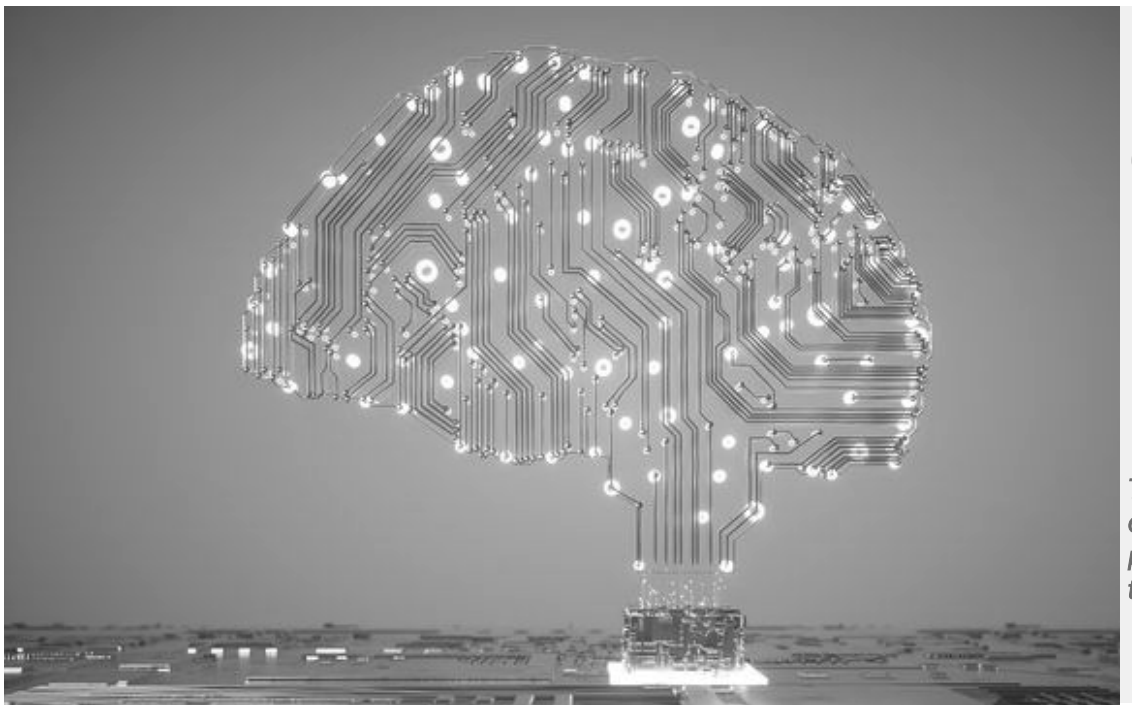
«La concentration nous a fait défaut ce soir, mes joueurs n'ont pas été assez concentrés après avoir encaissé le premier et le deuxième but. Quand on joue face à l'Algérie, on sait qu'il s'agit du très haut niveau, on apprend beaucoup. On a vu ce soir une équipe algérienne qui excelle dans l'intensité, dans le pressing, très forte dans les transitions. Ce genre de matchs vont beaucoup nous servir pour l'avenir, il faut qu'on apprenne. Il y'a eu des joueurs algériens de haut niveau qui ont fait leur apparition en deuxième mi-temps, nous avons commis des erreurs, on a été timorés. On a baissé la tête, ce qui a permis à l'Algérie de se renforcer mentalement par la suite et marquer deux autres buts. Nous devons progresser dans cet aspect-là, et garder notre ligne directrice du début de match, chose qu'on pas su faire. On n'a pas su rivaliser. Concernant l'absence du capitaine d'Algérie Riyad Mahrez, on est tous fan de ce joueur, tant mieux qu'il n'était pas en face de nous, sinon il nous aurait fait des misères».

Algérie : Le beau geste des Fennecs pour la Palestine

LE MOIS dernier, une nouvelle flambée de violences a eu lieu dans le conflit israélo-palestinien avec 230 morts – dont une soixantaine d'enfants – à Gaza et 12 morts en Israël. Après avoir exprimé leur émotion et indignation au moment des faits sur les réseaux sociaux, les joueurs de l'Algérie ont profité de la réception de la Mauritanie (4-1) jeudi en match amical à Blida pour afficher leur solidarité envers le peuple palestinien en arborant des écharpes «free Palestine» avant le coup d'envoi et durant les hymnes. «On a une relation spéciale avec la Palestine. On a demandé mon avis et c'est une idée de la fédération. Nous sommes un peuple uni. Qu'Allah leur apporte des solutions à eux, et à nous aussi car nous formons un peuple», a souligné le sélectionneur des Fennecs, Djamel Belmadi, en conférence de presse.

CAF CC : La CAF adresse un rappel à l'ordre à la JSK

DANS UN RÉCENT correspondance, la Confédération africaine de football a adressé un rappel à l'ordre à la JS Kabylie après avoir constaté la présence de supporters lors du match retour des quarts de finale de la Coupe de la CAF. Les dirigeants du football africain ont indiqué qu'il y avait « un nombre excessif de spectateurs dans les tribunes » du stade du 01er novembre de Tizi-Ouzou, le 23 mai dernier, contre le CS Sfaxien (1-1). La JS Kabylie « n'avait accordé aucune autorisation pour la présence des spectateurs » selon l'instance continentale. Contacté par nos soins, la direction de la JS Kabylie nous a informé qu'elle avait, bel et bien, reçu l'accord du commissaire au match pour la présence d'un nombre restreint de supporteurs pour cette manche retour des quarts de finale.« En cas de répétition de telles infractions lors du prochain match à domicile de votre club, cela pourrait entraîner des sanctions sévères imposées par le Jury Disciplinaire de la CAF », a annoncé la CAF dans sa correspondance.



Google mise sur le machine learning pour doper l'architecture des puces d'IA

Technologie : Le projet Apollo, mis en place par Google, cherche à déterminer la meilleure architecture possible pour les puces d'IA. En s'appuyant sur des disciplines très diverses et parfois étonnantes !

Dans une entretien avec le directeur de Google Brain, Jeff Dean, sur la façon dont le géant américain utilise l'intelligence artificielle pour faire progresser son développement interne de puces personnalisées afin d'accélérer ses logiciels. Le dirigeant faisait alors remarquer que les formes d'intelligence artificielle adaptées au deep learning peuvent dans certains cas prendre de meilleures décisions que les humains sur la façon de disposer les circuits dans une puce.

Un an plus tard, Google vient de dévoiler un nouveau projet de recherche, baptisé Apollo, dans un article publié sur le serveur de fichiers arXiv. Ce projet s'inscrit dans la continuité de ce que nous avait glissé 12 mois auparavant Jeff Dean. Dans l'exemple qu'il avait donné à l'époque, le machine learning pouvait être utilisé pour certaines décisions de conception de bas niveau, connues sous le nom de « lieu et route ». Dans ce cas, les concepteurs de puces utiliseraient un logiciel pour déterminer la disposition des circuits dans une puce donnée. Le projet Apollo implique de son côté ce que les équipes de Google appellent « l'exploration de l'architecture ».

Par exemple, un processeur Intel x86 classique possède une certaine quantité de mémoire sur la puce, une unité arithmétique et logique dédiée, ainsi qu'un certain nombre de registres. La façon dont ces éléments sont assemblés donne sa signification à ce qu'on appelle l'architecture Intel. Interrogé sur la description de Dean, les chercheurs de Google nous indiquent dans un courriel que ces « projets de lieu et de route sont davantage conçus comme orthogonaux et complémentaires ».

Focus sur l'architecture

« L'exploration de l'architecture est bien plus importante que le lieu et la route dans la pile informatique », détaille Amir Yazdanbakhsh, le responsable de la recherche Apollo. « Je crois que c'est là que la marge d'amélioration des performances est la plus élevée », fait savoir ce dernier, qui conçoit les puces du projet Apollo comme des accélérateurs d'IA. Etant donné que la tâche consiste à concevoir une puce d'IA, les architectures que le programme Apollo explore sont des architectures adaptées à l'exécution de réseaux neuronaux. Cela suppose d'embarquer de l'algèbre linéaire qui effectue des multiplications matricielles et additionne les résultats.

Pour les équipes de Google, le défi est bien de trouver le bon mélange de ces blocs mathématiques afin de répondre à une tâche d'IA donnée. Ils ont choisi une tâche d'IA assez simple, un réseau neuronal convolutif appelé MobileNet, qui est un réseau efficace en termes de ressources, introduit en 2017 par Andrew G. Howard et ses collègues de Google. En outre, ils ont testé des charges de travail en utilisant plusieurs réseaux conçus en interne pour des tâches comme la détection d'objets et la segmentation sémantique.

L'objectif est donc le suivant : quels sont les bons paramètres d'architecture à sélectionner pour faire qu'une puce réponde à certains critères comme la vitesse ? Les recherches des équipes de Google ont consisté à trier plus de 452 millions de paramètres, notamment le nombre d'unités mathématiques, appelées éléments de processeur, qui seraient utilisées, et la quantité de mémoire de paramètres et de mémoire d'activation qui seraient optimales pour un modèle donné.

Approche pluridisciplinaire

Reste qu'Apollo est un cadre de recherche, ce qui signifie que les équipes de recherche de Google peuvent adapter les méthodes d'Apollo à n'importe quelle charge de travail. Celles-ci utilisent notamment certaines méthodes d'optimisation qui ont en fait été conçues pour développer des architectures de réseaux neuronaux. Il s'agit notamment des approches dites évolutives développées chez Google en 2019, de l'apprentissage par renforcement basé sur des modèles et des ensembles d'approches dites basées sur la population.

Toutes ces optimisations sont comparées, et c'est là que le cadre d'Apollo brille. Sa raison d'être est d'exécuter différentes approches de manière méthodique et de déterminer ce qui fonctionne le mieux. Les résultats des essais d'Apollo montrent en détail comment les approches évolutives et les approches basées sur des modèles peuvent être supérieures à la sélection aléatoire et à d'autres approches.

Mais la conclusion la plus frappante d'Apollo est que l'utilisation de ces méthodes d'optimisation peut rendre le processus beaucoup plus efficace que la recherche par force brute. Ils ont comparé, par exemple, l'approche des ensembles basée sur la population à ce qu'ils appellent une recherche semi-exhaustive de l'ensemble des solutions des approches d'architecture. Les équipes de Google ont notamment constaté qu'une approche basée sur la population est capable de découvrir des solutions qui font appel à des compromis dans les circuits, comme le calcul par rapport à la mémoire, qui nécessiteraient normalement des connaissances spécifiques au domaine.

Un patchwork de connaissances

En appliquant les stratégies d'optimisation pour améliorer une puce d'un point de conception, par exemple la taille maximale de la puce en millimètres, les résultats de ces expériences peuvent ensuite être utilisés comme données d'entrée pour une méthode d'optimisation ultérieure. L'équipe d'Apollo a constaté que diverses méthodes d'optimisation améliorent leurs performances pour une tâche telle que la conception de circuits à surface limitée, en tirant parti des meilleurs résultats de la méthode d'optimisation initiale ou d'amorçage.

« En appliquant les stratégies d'optimisation pour améliorer une puce d'un point de conception, par exemple la taille maximale de la puce en millimètres, les résultats de ces expériences peuvent ensuite être utilisés comme données d'entrée pour une méthode d'optimisation ultérieure », explique l'équipe à l'origine du projet Apollo.

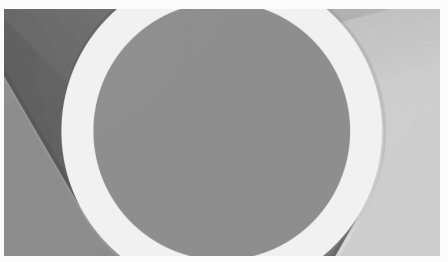
« Les architectures de réseaux neuronaux doivent connaître l'architecture matérielle cible afin d'optimiser les performances globales du système et l'efficacité énergétique », écrivait un chercheur de Google l'année dernière dans un article. Contacté par ZDNet, ce dernier estime qu'Apollo peut être suffisant pour des charges de travail données, mais ce que l'on appelle la co-optimisation, entre les puces et les réseaux neuronaux, apportera d'autres avantages à l'avenir.

Chrome 90 : Les URL seront complétées avec du HTTPS

JUSQU'À MAINTENANT, lorsque vous tapiez une URL sans préciser son protocole dans Chrome, le navigateur ajoutait automatiquement http://. A partir de Chrome 90, ce préfixe sera remplacé par le protocole HTTPS.

Les ingénieurs de Google sont parmi les plus grands promoteurs des dispositifs de sécurité des navigateurs depuis plusieurs années. Avec les équipes en charge de Firefox et Tor, ils ont souvent été à l'origine de changements qui ont façonné ce que sont aujourd'hui devenu nos navigateurs.

Qu'il s'agisse de la mise en place de fonctions pionnières comme l'isolation des sites, ou du travail en coulisses du forum CA/B pour améliorer l'état de l'activité de certification TLS, on doit tous beaucoup à l'équipe Chrome.Mais l'un des plus grands



chevaux de bataille de l'équipe Chrome reste la promotion de l'utilisation du HTTPS, à la fois au sein du navigateur de Google, mais aussi parmi les propriétaires de sites web. C'est dans ce cadre que Chrome va essayer de mettre à jour les sites, de HTTP à HTTPS, lorsque le HTTPS est disponible.

Sécuriser Google Chrome

Chrome avertira également les utilisateurs lorsqu'ils s'apprêtent à saisir des mots de passe ou des données de paiement sur des pages HTTP non sécurisées, d'où ils pourraient être envoyés sur un réseau en texte clair. Le navigateur bloquera aussi les téléchargements à partir de sources HTTP, si l'URL de la page est HTTPS, afin d'éviter que les utilisateurs ne pensent que leur téléchargement est sécurisé quand il ne l'est pas réellement.

Aujourd'hui, environ 82 % des sites internet fonctionnent sur HTTPS. Malgré tout, le combat est loin d'être terminé pour l'équipe Chrome. Le prochain changement concernant le protocole HTTPS arrivera donc dans Chrome 90, qui devrait sortir au mois d'avril cette année.

Changement dans l'omnibox

Ce changement aura un impact sur l'omnibox (nom donné par Google à la barre d'adresse (URL) dans le navigateur Chrome). Actuellement, si un utilisateur tape= un lien dans l'omnibox, Chrome charge le lien tapé, quel que soit le protocole. Mais si l'utilisateur oublie de taper le protocole, Chrome ajoute "http://" devant le texte et tente de charger le domaine via HTTP. Par exemple, si vous tapez "domain.com", Chrome charge "http://domain.com".

A partir de Chrome 90, ce sera différent. L'ingénieure en sécurité de Chrome, Emily Stark, explique que dès lors, le navigateur chargera automatiquement les sites dont le protocole n'est pas précisé avec un préfixe "https://". « Pour l'instant, on prévoit de l'expérimenter sur un petit pourcentage d'utilisateurs dans Chrome 89, pour un lancement complet sur Chrome 90, si tout se passe comme prévu », indiquait Emily Stark sur Twitter cette semaine.

Si vous souhaitez essayer cette nouveauté, il est possible de le faire dès à présent dans Chrome Canary. Il suffit de se rendre sur chrome://flags/#omnibox-default-typed-navigations-to-https et d'activer la fonctionnalité "Omnibox - Use HTTPS as the default protocol for navigations".



Pendant 9 mois, votre corps va s'arrondir. Vous allez être envahie par des hormones qui vont jouer sur vos émotions et vos ressentis : que de chamboulements ! Prendre soin de votre corps et de votre moral est important dans cette période de changements. Alors comment prendre soin de vous et vous faire du bien durant 9 mois ?

PRENDRE SOIN DE SOI PENDANT LA GROSSESSE

ENCEINTE, FAITES ATTENTION À VOTRE ALIMENTATION

La santé vient en mangeant ! Alors, prenez le temps, quand vous le pouvez, de vous concocter de bons petits plats, équilibrés, avec des légumes de saison. N'oubliez pas non plus les fruits, à déguster frais, ou en smoothie en version plus gourmande. Gorgés de vitamine et de minéraux, ces aliments sont vos amis pour rester en forme !

SOYEZ ATTENTIVE À VOTRE FATIGUE DURANT LA GROSSESSE

La fatigue peut être difficile à vivre durant la grossesse, que ce soit au début, en raison des hormones, ou à la fin, parce que vous vous sentez lourde et que vos nuits sont pour le moins agitées. Se reposer est essentiel pour que votre moral soit au beau fixe et permet de diminuer les nausées du premier trimestre. Siestes, grasses matinées, dormez dès que vous le pouvez !

PRENEZ SOIN DE VOTRE CORPS QUI S'ARRONDIT

Vous ne vous reconnaissez pas dans le miroir ? C'est normal, votre corps évolue : il abrite désormais une petite vie qui grandit de jour en jour. Les hormones inondent votre organisme et entraînent des changements : votre peau peut s'assécher, tirer, gratter. Hydratez-la matin et soir ! Prenez particulièrement soin des zones stratégiques, comme le ventre, les seins ou les cuisses, qui peuvent voir apparaître des vergetures. Pensez aussi à vous plonger des bains relaxants, à faire des gommages, ou à prendre rendez-vous pour un massage. Prendre soin de votre corps, c'est aussi une manière de rester connectée à vous-même.

ADOPTEZ DES SOINS DOUX ADAPTÉS À LA GROSSESSE

Que ce soit pour vos cheveux ou pour votre peau, du corps ou du visage, changez votre routine beauté : sous l'effet des hormones, votre corps peut réagir à des soins inadaptés. Prenez des produits tout doux qui en plus ne feront courir aucun danger à votre bébé. Idem pour le maquillage : prenez des formules qui contiennent le moins d'ingrédients toxiques dedans.

ACHETEZ-VOUS DES VÊTEMENTS DE FUTURE-MAMAN

Il y a sans doute des vêtements normaux que vous allez pouvoir porter durant toute votre grossesse… et d'autres moins. Sans pour autant refaire toute votre garde-robe, faites-vous plaisir en vous achetant quelques habits de grossesse confortables et dans lesquels vous vous trouvez jolie ! La bonne idée : acheter des vêtements de grossesse compatibles avec l'allaitement si vous voulez donner le sein à bébé quand il sera né.

SOYEZ À L'ÉCOUTE DE VOTRE CORPS

La période de la grossesse est le moment idéal pour apprendre à écouter ce que vous dit votre corps.
En ressentant bébé bouger, en écoutant vos douleurs, ou des signes qui doivent vous poussez à consulter, c'est aussi et avant tout vous que vous écoutez. Un vrai voyage à la rencontre de vous-même !

GARDEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE COMPATIBLE AVEC LA GROSSESSE

Tout au long de la grossesse, conservez une activité sportive modérée qui vous fait du bien : piscine, yoga, marche active, le sport permet d'avoir la forme, mais aussi le moral. Il permet de produire de la sérotonine, un antidépresseur naturel. Alors pourquoi s'en priver si cela ne vous est pas contre-indiqué ?

MÊME ENCEINTE, CONSERVEZ UNE VIE SOCIALE !

Les amis, c'est important dans la vie ! Essentiel ! Même si vos amies proches ne pouponnent pas, continuez à entretenir ces liens qui vous font du bien. En plus, cela sera l'occasion de parler un peu d'autre chose que de grossesse et ça, ça ne peut pas vous faire de mal.
Ne vous oubliez pas durant ces 9 mois :
vous portez la vie et faites en sorte de la choyer, certes, mais votre bien-être doit rester une de vos priorités ! Une future maman bien dans sa peau et dans sa tête, ça fera un bébé bien dans sa couche !

VOYAGER EN VOITURE PENDANT LA GROSSESSE

À VOUS LES VACANCES !! Ce n'est pas parce que vous êtes enceinte que vous ne pouvez pas voyager, non mais ! Pour rejoindre votre lieu de villégiature, vous avez décidé de voyager en voiture. Mais ce mode de transport est-il recommandé enceinte ? Il n'est pas déconseillé mais nécessite cependant quelques précautions. Faites passer la ceinture de sécurité sous votre ventre.
- Habillez-vous confortablement.
- Portez des chaussures amples ou déchaussez-vous durant le trajet.
- Portez des bas de contention pour favoriser le retour veineux.
- N'oubliez pas d'emporter une bouteille d'eau et un en-cas (fruits, barre de céréales…). Emportez un coussin pour bien caler votre dos et éviter les douleurs aux lombaires. Faites des pauses régulièrement



QUELS SONT LES RISQUES DE VOYAGER EN VOITURE ENCEINTE ?

En voiture, les risques d'accident sont statistiquement plus importants qu'en train ou en avion.
Mais ce qui pose problème c'est avant tout les vibrations du véhicule qui peuvent provoquer des contractions. Si votre col est modifié ou que vous êtes au dernier mois de grossesse, mieux vaut donc s'abstenir de partir en voiture.

LA VOITURE, UN MODE DE TRANSPORT FATIGANT

Au premier et deuxième trimestre de grossesse, votre ventre ne devrait pas trop vous gêner durant le voyage. Mais au troisième trimestre, la station assise prolongée risque de vous incommoder sérieusement.

ÉVITEZ LES LONGS TRAJETS

Prévoir un voyage de 6 ou 8 heures n'est pas forcément une bonne idée quand vous êtes enceinte. Les risques d'avoir des contractions sont bien plus importants. Pour les longs voyages, pensez plutôt au train : vous pourrez déambuler librement dans les couloirs.

Cohérence cardiaque, cet exercice de respiration pour retrouver l'équilibre



Réduire son stress, réguler son anxiété ou encore recentrer ses émotions…
Tels peuvent être les bienfaits de la cohérence cardiaque. Zoom sur cet exercice de respiration bon pour l'esprit, le corps… et le cœur !
Apparu aux États-Unis il y a une vingtaine d'années, le concept de cohérence cardiaque est issu de recherches médicales mêlant les neurosciences et la neuro-cardiologie.
À l'époque, son impact positif sur la gestion du stress et de l'anxiété a été avancé par l'institut HeartMath en Californie.
Très vite, il a été relayé en France par la fondation du Dr. David Servan Schreiber.
Cette méthode de respiration détient de nombreux bénéfices sur la santé physique, mentale et émotionnelle de chacun.
C'est en tout cas ce que nous indique Jean Marie Stroh, sophrologue et formateur en cohérence cardiaque à l'Académie de Sophrologie de Paris. Avec lui, on fait le point sur cette pratique respiratoire unique.

BIEN-ÊTRE

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:20	12:28	16:20	19:50	21:29
CONSTANTINE	03:27	12:33	16:23	19:53	21:31
ALGER	03:39	12:47	16:38	20:08	21:47
OUARGLA	03:54	12:38	16:18	19:47	21:15
CHLEF	03:50	12:54	16:44	20:13	21:51
MOSTAGANEM	03:56	12:59	16:48	20:18	21:54
ORAN	04:00	13:02	16:51	20:20	21:56

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7009 — SAMEDI 5 JUIN 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	23°	19°
Oran	21°	17°
Constantine	34°	18°
Ouargla	44°	29°

TERRORISME

Sept millions de dollars pour la capture de l'Algérien Youssef Al- Annabi

Les Etats-Unis ont décidé d'offrir une prime allant jusqu'à 7 millions de dollars pour toute personne ou entité qui fournissent des informations permettant de localiser ou d'identifier l'algérien Abou Oubeida Youssef al-Annabi, l'actuel émir de l'organisation terroriste Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). C'est ce qu'a annoncé le département d'Etat américain ce mercredi soir sur son site web.

Il s'agit de la plus haute mise à prix consacrée à un terroriste algérien depuis Abdelmalek Droudkel et Mokhtar Belmokhtar tous les deux éliminés, dont les têtes ont été mises à prix pour 5 millions de dollars chacun.

Abou Oubeïda Youssef al-Annabi dont le vrai nom est Yazid Mebarek a été désigné à la tête de l'AQMI en novembre 2020 suite à la mort en juin de la même année de Droudkel, abattu par les forces françaises au nord du Mali. L'organisation terroriste a également confirmé le décès de son émir historique, Abdelmalek Droukdel, selon le SITE Intelligence Group.

L'institut basé aux États-Unis, qui surveille les sites djihadistes, a annoncé qu'AQMI avait exhibé le corps de son ancien dirigeant dans une vidéo pour la première fois.

Une fois nommé à la tête de l'organisation terroriste, Al-Annabi a prêté allégeance à al-Qaida, dirigée par l'égyptien Ayman al-Zawahiri. Al-Annabi, 51 ans, qui était depuis 2011 le chef du majlis echoura, l'organe central de consultations d'Aqmi, était pressenti depuis de longue date pour succéder au dirigeant historique. Il était en charge de la propagande et des médias de l'organisation algérienne qui a succédé à la défunte GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat).



Etudiant en sciences économique à l'université de Constantine, il devient militant actif du Front islamique du salut (FIS), le parti islamiste crée en 1989. Un an après l'arrêt du processus électoral en janvier 1992, Yazid Mebarek, fraîchement diplômé, rejoint les rangs de l'Armée islamique du salut (AIS), puis ceux du GIA où il fait la connaissance d'Abdelmalek Droukdel en 19962.

Il monte en grade pour devenir un des principaux combattants du GIA.

En novembre 2009,il échappe de justesse à la mort en tombant dans une embuscade tendue par l'armée dans le maquis d'Imsouhel, dans la wilaya de Tizi Ouzou. Il en sort gravement blessé et perd l'usage d'une jambe, ce qui le cantonnera à un rôle moins opérationnel, et plus idéologique et administratif au sein de l'organisation terroriste.

Le 25 avril 2013, en réaction à l'opération Serval, lancée par la France au Mali, Abou Obeida Youssef al-Annabi appelle au djihad contre la France.

Le GSPC avait été désignée organisation terroriste internationale le 23 septembre 2001. Le département d'État américain a inclus ce groupe dans sa liste le 27 mars 2002. En septembre 2006, le GSPC a officiellement rejoint le réseau terroriste d'al-Qaida et s'est rebaptisé AQMI.

Le 9 septembre 2015, le département d'État américain a désigné al-Annabi comme terroriste international en vertu du décret exécutif (EO) 13224. Le 29 février 2016, il a été placé dans la liste des personnes sous le coup des sanctions de l'ONU.

Selon le département d'Etat américain AQMI est responsable de l'enlèvement et d'assassinat de ressortissants américains.

Les personés ayant des informations sur Al-Annabi sont conviés à prendre attache avec la direction des primes et de justice sur le site web www.rewardsforjustice.net ou à envoyer des messages sur Signal, Telegram ou WhatsApp sur un numéro fourni sur le site.

La même source indique que depuis sa création en 1984, le programme "primes pour la justice" a versé plus de 200 millions de dollars à plus de 200 personnes qui ont fourni des informations exploitables qui ont aidé à traduire des terroristes en justice ou à empêcher des actes de terrorisme dans le monde.

Slimane Ould Brahim

ILS AVAIENT ENTRE 8 ET 12 ANS

Trois frères périssent dans une retenue collinaire à Tébessa

UNE TRAGÉDIE a plongé le week-end des habitants de la wilaya de Tébessa et toutes les régions environnantes dans un terrible chagrin. Trois enfants d'une même famille ont péri dans une mare d'eau. Le drame s'est produit dans la région d'Ain Ezarga à une trentaine de kilomètres au Nord de la wilaya d'extrême Est. Les trois frères âgés de 8, 10 et 12 ans ont été piégés par la retenue collinaire en tentant de se secourir l'un après l'autre. Ils s'étaient éloignés du domicile familial à la recherche de quelques-unes de leurs chèvres égarées dans les parages. Le premier à être pris au piège fut l'ainé, raconte accablé le père Mourad Ayadi âgé de 46 ans. «Les eaux ont englouti en premier Mohamed Saleh mon fils ainé qui trébucha avant de tombé dans l'étang» dit-il abattu ne pouvant s'empêcher de marmonner dans une douleur indescriptible leurs prénoms. «Mohamed Salah, Ghoulem et Ishak ne reviendront pas Ya Rabi» Leur pauvre mère inconsolable avait le regard hagard perdu nulle part, racontent des témoins. A l'annonce de la terrible nouvelle, elle a accouru, le dernier de ses fils dans les bras, sur une distance de plus d'un kilomètre dans l'espoir de sauver ses gamins. Arrivée sur les lieux, elle n'hésite pas à déposer son bébé de deux ans avant de plonger pour tenter de les tirer des eaux boueuses avant de renoncer après avoir perdu connaissance, raconte les mêmes sources. L'ainé Mohamed Saleh, était en première année moyenne alors que ses deux frères, le cadet Ishak, et le plus jeune Ghoulem fréquentaient le même établissement primaire. La retenue collinaire avait été creusée par des fellahs de la région pour permettre aux eaux des ruisseaux et oueds traversant la région de se rassembler au niveau du fossé pour les besoins des opérations d'irrigation de leurs terres, est-il précisé. L'enterrement a eu lieu vendredi après-midi au cimetière de la localité d'Eziat dans la commune Ain Ezarga en présence de plusieurs milliers de personnes. **Amine B.**

CONCOURS MEDIA STAR

Prolongation de la période de dépôt des candidatures

SUITE à la demande de nombreux journalistes n'ayant pu publier ou diffuser leurs travaux dans les délais impartis, et après consultation des membres du jury, Ooredoo annonce le prolongement, à titre exceptionnel, du délai de dépôt des travaux journalistiques de la 14ème édition du concours Media Star au 1 juillet 2021.

Ainsi, les travaux éligibles au concours, dans les langues Arabe, Tamazight, Française et Anglaise, sont ceux ayant été publiés et diffusés dans les médias algériens entre le 1er Janvier 2020 et le 1er Juillet 2021 (inclus).

Media Star 2021 récompense les meilleurs travaux journalistiques reportages, enquêtes, articles d'analyse (commentaires, éditoriaux et chroniques), illustrations de presse (photos, caricatures et dessins), productions radiophoniques et télévisuelles. L'édition 2021 traite du thème du Rôle des médias et des réseaux sociaux dans le traitement de l'information dans les situations de crise.

Le concours récompense les candidatures retenues dans les catégories suivantes :

- Presse écrite généraliste et spécialisée ;
- Illustration de presse : dessin, caricature, photo ;
- Médias électroniques ;
- Programmes radiophoniques ;
- Programmes télévisuels.

Comme à chaque année, un jury indépendant composé d'universitaires et de professionnels des médias et des TIC sélectionnera les meilleurs travaux qui seront récompensés. Les lauréats de la 14ème édition recevront l'une des récompenses suivantes :

- 1er Prix : 700 000 DA
- 2ème Prix : 500 000 DA
- 3ème Prix : 300 000 DA

Les journalistes souhaitant participer à la 14ème édition du concours «Media Star» peuvent consulter le règlement du concours et les conditions de participation, et télécharger le formulaire de participation dans la section Media Star du site Ooredoo: www.ooredoo.dz Les travaux de la presse écrite et des médias électroniques publiés (articles, dessins, caricatures, photos) doivent être envoyés par mail à l'adresse (Rpubliques@ooredoo.dz).

Les journalistes souhaitant participer à ce concours, doivent déposer leurs dossiers de candidatures au plus tard le jeudi 1er juillet 2021à 17h, à l'attention du Président du Jury Media Star 2021, aux adresses suivantes :

- Siège Central Ooredoo : 66, route de Ouled Fayet, Chéraga, Alger.
- Région Ouest, Direction régionale Ooredoo : Coopérative Ibn Sina Ilot n°137-Point du Jour, Oran.
- Région Est, Direction régionale Ooredoo : Zone industrielle Palma, Constantine.

Les candidats qui travaillent en dehors des wilayas d'Alger, d'Oran et de Constantine, peuvent déposer leurs travaux au niveau des espaces de Ooredoo.

Pour plus d'informations sur ce concours, veuillez contacter le service des relations publiques (rpubliques@ooredoo.dz) ou visiter le site Web de Ooredoo: www.ooredoo.dz Rubrique (Media Star).

Journalistes… dévoilez vos talents !